



SNU MAGAZINE

SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL

Ne laisser personne pour compte

<https://senegal.un.org>

Numéro 7 - Octobre 2023

LA PAIX ET LA SÉCURITÉ LES FONDATIONS D'UN AVENIR DURABLE

▶ JOURNÉE DES NATIONS UNIES 2023

▶ SOMMET MONDIAL 2023 SUR LES ODD

▶ VISITE CONJOINTE DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DE
L'UNICEF, DU PNUD/FNUAP/UNOPS, DU PAM ET DE L'ONU
FEMMES AU SÉNÉGAL



SNU MAGAZINE

SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL

Ne Laisser Personne Pour Compte

Chef d'édition

Papa Cheikh Sakho Jimbira - Bureau de Coordination du Système des Nations Unies

Rédacteurs

Abdoulaye Mamadou Soukouna - Onu Femmes

Aminata Laye Diouf - UNV

Ass Malick Sall - UNCDF

Céline Bruchi - ONUDC

Fiacre Aristide Djossou - Bureau de Coordination du Système des Nations Unies

Habibou Dia - HCDH

Hannah Gerber - ONUDC

Marie Thérèse Asongafack - CINU Dakar

Mehdi DRISSI- FAO Sénégal

Moussa Diop - UNICEF

Noelia Rodriguez - ONUDC

Papa Cheikh Sakho Jimbira - Bureau de Coordination du Système des Nations Unies

Théodore SOMDA - UNESCO

PNUD Sénégal

UNFPA Sénégal

Design :

Mouhammad Moreau - Bureau de Coordination du Système des Nations Unies

 <https://un.senegal.org>

 facebook.com/onusenegal

 twitter.com/OnuSenegal

Sommaire

EDITO

06 LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, NOTRE MEILLEUR INVESTISSEMENT POUR L'AVENIR.

JOURNÉE DES NATIONS UNIES

11 CÉLÉBRATION SOLENNELLE DE LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL : UN HOMMAGE ÉMOUVANT AUX CASQUES BLEUS SÉNÉGALAIS

14 DE LA SOLENNITÉ À LA CONVIVIALITÉ : LE PERSONNEL D'ONU SÉNÉGAL CÉLÈBRE LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES EN BEAUTÉ

SOMMET MONDIAL SUR LES ODD

19 LE SÉNÉGAL ENGAGE UNE CONCERTATION NATIONALE SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS, EN PERSPECTIVE DU SOMMET MONDIAL 2023 SUR LES ODD.

24 ACCELERER LES PROGRES DANS LA MISE EN OEUVRE DES ODD

28 LE SÉNÉGAL RÉPOND À L'APPEL DU SOMMET DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUS LA DIRECTION ÉCLAIRÉE DU PRÉSIDENT MACKY SALL

FOCUS

34 TISSER DES LIENS DE PAIX : LES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES AU COEUR DU PROJET PEACE BUILDING FUND (PBF) AU SÉNÉGAL

36 RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ HUMAINE DANS LES ZONES FRONTALIÈRES : LE PNUD ET PUMA EN SYNERGIE

38 CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE LA COHÉSION SOCIALE : CONSULTATION DE HAUT NIVEAU DU PAYSAGE MÉDIATIQUE SÉNÉGALAIS PAR LES NATIONS UNIES POUR LUTTER CONTRE LES DISCOURS DE HAINE ET LA POLLUTION INFORMATIONNELLE

40 SAIDA, UN PROJET FAO/ANCAR (AGENCE NATIONALE DE CONSEIL AGRICOLE ET RURAL) DE PLATEFORMES SERVICES AGRICOLES ET INCLUSION DIGITALE EN AFRIQUE

44 LUTTE CONTRE LE TRAFIC D'ESPÈCES SAUVAGES EN AFRIQUE DE L'OUEST : L'ENGAGEMENT DE L'ONU DC

46 INITIATIVE DE FINANCEMENT BLUE PEACE : L'EAU AU SERVICE DE LA PAIX ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

VISITE – EXECUTIVE BOARD

50 VISITE CONJOINTE DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF, DU PNUD/ FNUAP/UNOPS, DU PAM ET DE L'ONU FEMMES AU SÉNÉGAL : UN REGARD PROFONDI SUR L'IMPACT DÉTERMINANT DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DU PAYS.

GENRE

56 « TANT QUE JE VIS, JE LUTTERAI CONTRE CE FLÉAU »

59 5 ESPACES PUBLICS AMÉNAGÉS POUR UNE VILLE DE GUÉDIAWAYE SURE ET SANS VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES.

62 LA COOPÉRATION ITALIENNE ACCOMPAGNE ONU FEMMES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES FEMMES VIVANT AUX FRONTIÈRES DU SÉNÉGAL ET DU MALI

65 LE CINU DAKAR À BARGNY POUR LE NETTOYAGE DU LITTORAL ET LA SENSIBILISATION DES FEMMES

DROITS HUMAINS

69 PRÉVENIR LES VIOLENCES CONTRE LES ENFANTS ET GARANTIR LEUR ACCÈS À L'ÉDUCATION : GAGE DE PAIX ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

72 SÉNÉGAL : L'UNESCO CÉLÈBRE LES 30 ANS DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

76 CAMPAGNE « COEUR BLEU » AU SÉNÉGAL : JOURNÉE MONDIALE DE LA LUTTE CONTRE LA TRAITE D'ÊTRES HUMAINS

80 L'AGENCE ITALIENNE POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT (AICS) ET LE BUREAU RÉGIONAL DU HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH) EN AFRIQUE DE L'OUEST SIGNENT LA CONVENTION POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA PHASE 2 DU PROJET D'APPUI À LA PROTECTION DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLATION DE LEURS DROITS (PAPEV)

GLOBAL

84 24 OCTOBRE - JOURNÉE DES NATIONS UNIES - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

86 02 OCTOBRE - JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA NON-VIOLENCE - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

87 02 OCTOBRE - JOURNÉE MONDIALE DE L'HABITAT - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

88 21 SEPTEMBRE - JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

89 15 SEPTEMBRE - JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DÉMOCRATIE - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

EDITO



Madame Aminata Maiga

Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Sénégal

LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, NOTRE MEILLEUR INVESTISSEMENT POUR L'AVENIR

A l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à promouvoir la paix et à prévenir les conflits. Or, cette promesse ne saurait être honorée que si les États membres se donnent pour objectif de repenser en profondeur leurs initiatives et leur détermination à consolider et à soutenir le système multilatéral, seul garant viable pour contrer les menaces mondiales interconnectées et concrétiser les engagements formulés dans la Charte des Nations Unies.

C'est précisément pour accompagner ce nécessaire mouvement vers un multilatéralisme renouvelé, que le Secrétaire général, monsieur Antonio Guterres, à la suite de la Réforme des Nations Unies qu'il a initiée, et en réponse aux différentes crises que constituent la COVID-19, la crise climatique et les multiples conflits armés, a mis en place un Programme commun, qui est un programme d'action qui vise à renforcer et à hâter la mise en œuvre des accords multilatéraux – en particulier le Programme 2030 – et à changer concrètement la vie des populations.



La paix et la sécurité constituent un des piliers essentiels de ce programme qui expose la façon dont le Secrétaire général conçoit l'avenir de la coopération mondiale, dans le cadre d'un multilatéralisme inclusif et efficace qui fonctionne en réseau

Conscient de la place du Sénégal dans le concert des nations, Son Excellence le Président Macky Sall, a très vite fait montre d'un grand leadership, en appelant lors de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à un multilatéralisme renouvelé et adapté aux réalités contemporaines. A cette occasion, il a rappelé l'évolution de l'ordre mondial, ainsi que les défis de plus en plus complexes, et les interdépendances entre les États. Ce plaidoyer n'est pas seulement resté un vœu pieux, mais le Président a assumé le rôle de leadership, pour faire de cette nouvelle dynamique du multilatéralisme, une réalité; notamment à travers son engagement en faveur de la sécurité alimentaire, de l'équité vaccinale et surtout de la résolution des conflits, en Afrique, en Ukraine et dans d'autres parties du globe. D'ailleurs son plaidoyer fort pour une meilleure participation de l'Afrique à un multilatéralisme renouvelé a continué de porter ses fruits, notamment à travers l'adhésion de l'Union Africaine au G20. Nous lui exprimons nos vives félicitations pour ce succès qui honore le Sénégal et toute l'Afrique.

Il faut reconnaître que beaucoup de populations dans le monde sont saisies d'un profond malaise, conséquence de l'impuissance dont ont fait preuve tant beaucoup de gouvernements que d'organismes internationaux, pour répondre à leurs aspirations. Des millions d'âmes ont été affligées par les horreurs de la faim, des déplacements forcés et de la violence, tandis que les

inégalités et les injustices, intérieures comme internationales, se multiplient et sapent la confiance en l'efficacité des solutions multilatérales. Le conflit en cours au proche orient, avec son lot de morts parmi les populations civiles, en particulier des enfants et des femmes, mais également des humanitaires des Nations Unies, montre l'urgence d'œuvrer en faveur d'une paix durable dans toutes les régions du globe. Comme si cela ne suffisait pas, les dérèglements climatiques s'intensifient et les exclusions s'accroissent, plongeant dans le désarroi une jeunesse mondiale qui voit ses perspectives d'avenir s'effriter.

Toutefois, je demeure résolument optimiste quant à notre capacité collective à relever les défis que nous impose cette nouvelle configuration





Notre premier investissement, celui qui doit attirer et faire prospérer tous les autres, c'est d'abord la paix, la sécurité, la stabilité et l'Etat de droit.

du monde ; défis que nous relèverons j'en suis convaincue, en renforçant la coopération internationale, pour des bénéfices palpables et équitables pour les populations, en particulier les plus vulnérables.

Ainsi, la refonte d'un nouveau multilatéralisme doit avant tout être tissée par une action en faveur de la paix. Celle-ci transcende en effet toutes les autres urgences, car les conflits sapent les progrès réalisés dans tous les domaines.

Ce nouveau multilatéralisme doit être plus intuitif et s'adapter à un échiquier géopolitique fragmenté, en anticipant l'émergence de nouvelles sources potentielles de conflit. Par ailleurs, il doit dans le même temps relever les multiples défis planétaires, comme les changements climatiques. La paix et la sécurité sont des préalables au développement durable que nous souhaitons au Sénégal et dans le monde.

D'ailleurs le Président Macky Sall ne s'y trompe pas, quand il déclarait dans son allocution d'ouverture du Forum « Invest in Senegal » : « Notre premier investissement, celui qui doit attirer et faire prospérer tous les autres, c'est d'abord la paix, la sécurité, la stabilité et l'Etat de droit. Ce sont les préalables sans lesquels il ne peut y avoir ni commerce, ni investissement durables ». En Afrique ou hors du continent, les menaces sont réelles, globales et nécessitent des solutions collectives. Le Président Macky Sall partage cette conviction avec le Secrétaire général monsieur Antonio Guterres et ils ont raison de rappeler que les périls transcendent les frontières, que leur prise en charge ne saurait être fragmentée et par conséquent les combattre est un devoir de solidarité et un impératif de sécurité collective.

Ce constat est plein de lucidité et d'une justesse implacable, et le Système des Nations Unies est résolument engagé à accompagner le Sénégal dans ses efforts pour consolider et préserver la paix et la sécurité. Nos Agences, Fonds et Programmes sont engagés dans plusieurs initiatives allant dans ce sens, en partenariat avec le gouvernement, y compris des projets transfrontaliers en collaboration avec la Mauritanie, la Gambie et le Mali. Toutes ces initiatives envisagent avant tout la question de la paix et de sécurité sous l'angle du développement durable, notamment en intégrant des dimensions relatives aux droits humains, aux droits et



Il faut noter que le Système des Nations Unies au Sénégal met un accent particulier au soutien en faveur de l'autonomisation des femmes et des jeunes

à l'autonomisation des femmes, à l'emploi des jeunes, à l'éducation et la santé, à la réduction des risques face aux catastrophes, à la lutte contre le terrorisme, à la sauvegarde de l'environnement, etc.

Il faut noter que le Système des Nations Unies au Sénégal met un accent particulier au soutien en faveur de l'autonomisation des femmes et des jeunes, car ils sont les premières victimes des conflits et des situations d'insécurité et d'instabilité. D'ailleurs, il faut saluer tous les efforts consentis ces dernières années par le gouvernement, qui a placé au cœur de sa politique, les jeunes et les femmes, à l'endroit desquels, des moyens conséquents ont été déployés.

En outre, au titre des initiatives régionales et transfrontalières, l'Equipe pays travaille en étroite collaboration avec la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), sur les menaces transnationales et régionales à la paix et à la sécurité, dans une approche sous-régionale harmonisée.

Le Sénégal a indéniablement un rôle crucial à jouer, en demeurant un modèle de stabilité et de concorde, et un exemple

aux niveaux régional et international. Pour ce faire, le pays doit continuer à exercer son leadership dans la primauté de la coopération internationale et de la préservation du système multilatéral.

En cela nous n'avons point d'inquiétude, car le Président Macky Sall constitue aujourd'hui un des champions du multilatéralisme que nous appelons de nos vœux et le Sénégal reste un acteur majeur, présent dans plusieurs théâtres d'opération de maintien de la paix dans le monde, du Mali, au Congo, en passant par la République Centrafricaine.

Si nous voulons bâtir un avenir dans lequel les jeunes peuvent exprimer leur plein potentiel, nous avons l'obligation d'œuvrer en faveur de la paix et la sécurité. Cela appelle à une coopération renforcée, à une volonté politique résolue et à une vision commune pour préserver la dignité humaine et façonner un monde plus équitable et florissant.

Unissons nos efforts pour construire un avenir de paix et de sécurité, au bénéfice des générations présentes et futures.

Madame Aminata Maiga

Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Sénégal



JOURNÉE DES NATIONS UNIES 2023

CÉLÉBRATION SOLENNELLE DE LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL: UN HOMMAGE ÉMOUVANT AUX CASQUES BLEUS SÉNÉGALAIS

Par Cheikh Sakho Jimbira - Bureau de Coordination du Système des Nations Unies

Le Sénégal incarne les idéaux de paix, de justice, de respect des droits de l'homme, de tolérance et de solidarité promus par la Charte des Nations Unies.

Le 24 octobre, une date historique pour les Nations Unies, a été célébrée avec une solennité particulière au Sénégal, alors que le Système des Nations Unies et le Gouvernement se sont joints pour commémorer le jour anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies en 1945. L'événement s'est déroulé sous le thème évocateur : « La paix et la sécurité au service du développement durable », mettant en lumière l'engagement du Sénégal dans les missions de maintien de la paix, avec un hommage émouvant rendu aux casques bleus sénégalais, ces héros de la paix.

Sous la présidence de Son Excellence l'Ambassadeur Pierre Faye, représentant le Ministre des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Ismaïla Madior Fall, la cérémonie a rassemblé

un parterre de personnalités distinguées. Parmi elles, les autorités militaires, conduites par le Colonel Mamour Cissé, représentant le Chef d'État-Major Général des Armées, le Général Mbaye Cissé ; le corps diplomatique, mené par Son Excellence Jean Koe Ntonga, Ambassadeur du Cameroun et doyen du corps diplomatique au Sénégal ; ainsi que des partenaires au développement et des membres du Système des Nations Unies au Sénégal.

Cette journée revêt une signification toute particulière pour le Sénégal, un pays qui, cinq mois après son accession à l'indépendance en 1960, a été admis comme membre de l'ONU le 28 septembre 1960. Le pays a depuis incarné les idéaux de paix, de justice, de respect des droits de l'homme, de tolérance et de solidarité promus par la Charte des Nations Unies.





La cérémonie a débuté par une levée des couleurs, un moment de solennité et de recueillement. Ensuite, Mme Aminata Maiga, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Sénégal, a rendu hommage aux casques bleus sénégalais, ces vaillants soldats qui ont servi dans des missions de maintien de la paix à travers le monde. Elle a souligné l'engagement inébranlable du Sénégal dans la résolution de conflits, de l'Angola à la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire au Libéria, et au-delà. Ces casques bleus sénégalais sont salués pour leur professionnalisme, leur discipline et leur dévouement aux principes des Nations Unies, et leur contribution à la résolution des conflits et à la stabilisation des zones touchées par ces derniers. « Au nom de l'ensemble du Système des Nations Unies, je tiens à exprimer notre profonde gratitude envers ces casques bleus sénégalais, ainsi qu'envers leurs familles, pour leur dévouement inébranlable et

”
Les valeurs et principes qui guident l'ONU demeurent intemporels, mais que l'organisation doit s'adapter aux réalités du XXIe siècle

leurs sacrifices consentis pour un monde plus sûr.», a-t-elle conclut son hommage.

Le Colonel Mamour Cissé a, quant à lui, présenté un historique détaillé de la contribution du Sénégal aux missions de maintien de la paix de l'ONU, rappelant que pas moins de 39 002 Jambaars (soldats sénégalais) ont servi sous la bannière de l'ONU au service de la paix internationale, avec une centaine d'entre eux ayant sacrifié leur vie dans divers théâtres d'opération.



Son Excellence Jean Koe Ntonga, le doyen du corps diplomatique au Sénégal, a loué le caractère républicain de l'armée sénégalaise, la décrivant comme un modèle pour l'Afrique, notamment à la lumière du nombre de coups d'État que le continent a connu.

L'ambassadeur Pierre Faye, au nom du Sénégal, a exprimé sa gratitude pour le partenariat exemplaire entre le Sénégal et le Système des Nations Unies, saluant l'hommage rendu aux casques bleus sénégalais, qui représente une reconnaissance envers toute l'armée sénégalaise. Il a également appelé à une synergie renforcée et à une mutualisation des efforts pour promouvoir la paix et la sécurité, particulièrement dans un contexte international marqué par des conflits et une violence insoutenable.

Mme Silvia Danailov, Représentante Résidente de l'UNICEF au Sénégal, a délivré le message du Secrétaire général de l'ONU, soulignant que les valeurs et principes qui guident l'ONU demeurent intemporels, mais que l'organisation doit s'adapter aux réalités



du XXIe siècle. Le Secrétaire général a appelé à l'unité et à l'engagement en faveur d'un monde meilleur.

La cérémonie s'est clôturée en beauté avec une représentation exceptionnelle de la troupe théâtrale ARCOS, venue de la banlieue dakaroise. Ils ont offert au public une fresque mettant en lumière les valeurs communes entre le Sénégal et les Nations Unies. Ensuite, les invités ont pu profiter d'un bal offert par l'armée nationale, avec une prestation brillante de la musique principale des forces armées.



La célébration de la Journée des Nations Unies au Sénégal a été l'occasion de rappeler l'importance de la paix, de la sécurité et du développement durable, tout en rendant un hommage mérité aux héros sénégalais qui ont contribué à la cause de la paix dans le monde. Cette journée a renforcé les liens entre le Sénégal et le Système des Nations Unies, réaffirmant leur engagement commun en faveur d'un monde plus sûr et plus prospère pour tous.



JOURNÉE DES NATIONS UNIES 2023

DE LA SOLENNITÉ À LA CONVIVIALITÉ : LE PERSONNEL D'ONU SÉNÉGAL CÉLÈBRE LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES EN BEAUTÉ

Par Cheikh Sakho Jimbira - Bureau de Coordination du Système des Nations Unies



Le Système des Nations Unies au Sénégal a conclu en beauté la célébration de la Journée des Nations Unies 2023.

Après une semaine marquée par une cérémonie officielle et un hommage émouvant aux Casques Bleus sénégalais, le Système des Nations Unies au Sénégal a conclu en beauté la célébration de la Journée des Nations Unies 2023. La matinée loisir organisée le samedi 28 octobre au King Fahd Palace de Dakar a permis au personnel des Nations Unies au Sénégal et à leurs familles de se retrouver pour un moment de détente et de convivialité.



Plus de cinq cents personnes ont pris part à cet événement, dont un tiers étaient des enfants. L'atmosphère était empreinte de joie et de solidarité, reflétant l'esprit de camaraderie qui caractérise le personnel des Nations Unies au Sénégal.

L'un des moments forts de cette matinée a été le tournoi de football mixte, qui a opposé quatre équipes portant les noms de Secrétaires généraux de l'ONU : Boutros Boutros-Ghali, Kofi Annan, Ban Ki-moon, et l'actuel Secrétaire général, Antonio Guterres.

Madame Aminata Maiga, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Sénégal, a donné le coup d'envoi officiel, accompagnée de madame Silvia Danailov, Représentante Résidente de l'UNICEF. Les équipes se sont affrontées dans un esprit sportif, mais c'est l'équipe Kofi Annan qui a remporté la finale aux tirs au but, par 5 buts à 3 face à l'équipe Boutros Boutros-Ghali. Le capitaine de l'équipe victorieuse, Seydil Abidine Ndiaye, a eu l'honneur de recevoir le trophée du Système des Nations Unies au Sénégal des mains du Coordonnateur Résident.





Les enfants n'ont pas été en reste, avec des activités et animations spécialement conçues pour eux, incluant des ateliers de dessin, de coloriage et de maquillage. La matinée s'est clôturée par un bal géant, au cours duquel le personnel a pu apprécier les talents de danseuses de madame le Coordonnateur Résident. Toutefois, les assistantes des Représentant(e)s ont volé la vedette sur la piste de danse, illuminant la matinée de leur énergie.

Cette matinée loisir a permis au personnel des Nations Unies au Sénégal de se retrouver dans une atmosphère détendue, de renforcer les liens qui les unissent, et de célébrer ensemble les valeurs de solidarité et d'unité chères aux Nations Unies. Elle a également souligné l'engagement du Système des Nations Unies au Sénégal en faveur de l'esprit de réforme des Nations Unies, symbolisé par la dynamique conjointe « One UN ».

”

Cette matinée loisir a permis au personnel des Nations Unies au Sénégal de se retrouver dans une atmosphère détendue, de renforcer les liens qui les unissent, et de célébrer ensemble les valeurs de solidarité et d'unité chères aux Nations Unies





SOMMET MONDIAL 2023 SUR LES ODD

Le Sénégal engage une concertation nationale sur les Objectifs de Développement Durable pour accélérer les progrès, en perspective du Sommet mondial 2023 sur les ODD.

Par Cheikh Sakho Jimbira - Bureau de Coordination du Système des Nations Unies

Le pays entend jouer un rôle actif dans le Sommet mondial sur les ODD en proposant des engagements concrets et des voies accélératrices pour relever les défis.

Le gouvernement du Sénégal, à travers le Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération et le Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur a organisé conjointement avec le Système des Nations Unies au Sénégal, une concertation nationale, visant à discuter et renforcer les engagements du pays envers les Objectifs de Développement Durable (ODD). Cette initiative intervient dans le contexte du Sommet mondial sur les ODD prévu les 18 et 19 septembre 2023 à New York, où les dirigeants du monde convergeront pour définir des plans d'action audacieux, afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des ODD d'ici 2030.

Le contexte mondial, caractérisé par des défis complexes tels que l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19,

les changements climatiques et les tensions géopolitiques, met en péril la réalisation des 17 ODD établis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La concertation nationale vise à créer une dynamique pour relever ces défis et préparer une contribution du Sénégal à une action coordonnée à l'échelle mondiale.

Le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Sénégal a souligné l'importance de cette initiative, mettant en lumière les défis spécifiques auxquels le Sénégal est confronté dans la mise en œuvre des ODD. Mme Aminata Maiga a déclaré : « Au Sénégal, les progrès enregistrés sur la mise en œuvre des ODD restent mitigés, avec des défis majeurs à relever notamment au niveau de plusieurs ODD et plus particulièrement au niveau de l'ODD 4. Les rapports de progrès





Il faut souligner que le gouvernement sénégalais, à travers des mesures telles que la territorialisation des ODD et la mobilisation de financements

et les revues volontaires nationales sur la mise en œuvre des ODD au Sénégal, ont fait ressortir que les défis et les risques majeurs qui pourraient freiner les progrès portent essentiellement sur les effets du changement climatique, et les pesanteurs sociales. »

Le Sommet mondial sur les ODD, prévu à New York, marque un tournant décisif dans la voie vers un développement

durable. Cette rencontre de haut niveau jettera les bases d'une nouvelle phase de progrès accélérés en direction des ODD, avec un accent particulier sur les actions transformatrices et accélérées pour atteindre les cibles d'ici 2030. Le Sommet du futur en 2024, à la suite de ce sommet, permettra de capitaliser sur les résultats obtenus et de donner un élan à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Le Sénégal a montré son engagement ferme envers les ODD en intégrant ces objectifs dans son Plan National de Développement et son Plan d'Action Prioritaire de troisième génération (PAP3) pour la période 2024-2028. Le gouvernement sénégalais mettra l'accent sur la territorialisation des ODD en les intégrant dans les plans locaux de développement. C'est d'ailleurs une des préoccupations formulées par M. Malick Ndiagane, maire de la communauté rurale de Keur Socé et membre du Haut Conseil des Collectivités Territoriales



(HCCT). « Il est essentiel si nous voulons que l'équité, la justice et le progrès portés par les ODD soient une réalité, que nous investissions nos efforts dans nos territoires, y compris les plus enclavés. ». M. Ndiagane a par ailleurs insisté sur la nécessité d'investir davantage dans la jeunesse, à travers la formation et l'accompagnement à l'entrepreneuriat.

Le Coordonnateur Résident a également mis en évidence plusieurs domaines stratégiques pour l'accélération des ODD, notamment les systèmes alimentaires durables, la protection sociale, la transformation de l'éducation, la digitalisation, la transition énergétique et la lutte contre les changements climatiques.

La concertation nationale au Sénégal a pour objectif de rassembler les parties prenantes, notamment la société civile et le secteur privé, afin de discuter des

progrès réalisés, des engagements en cours et des opportunités pour accélérer la mise en œuvre des ODD en alignant les orientations de développement du pays. La rencontre vise également à recueillir les aspirations de toutes les parties prenantes en vue d'orienter les actions gouvernementales.

Parlant au nom du Mouvement des Entreprises du Sénégal (MEDS) dont il est le Secrétaire exécutif, M. Balla Fall a salué l'organisation de cette concertation et l'opportunité données aux organisations du secteur privé de formuler des recommandations dans l'accélération de la mise en œuvre des ODD et la préparation du Sommet sur les ODD. « Le programme des ODD est un gage de développement pour notre pays et pour réaliser nos objectifs, le secteur privé à un rôle très important à jouer dans le processus. Le secteur





privé Sénégalais est plus que jamais engagé auprès du gouvernement et des partenaires, pour qu'ensemble nous parvenions à réaliser les ODD dans notre pays, au bénéfice des populations. ».

M. Mouhamadou Bamba Diop à la tête de la Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques (DGPPE), qui a piloté la concertation, s'est félicité de l'inclusivité qui a prévalu à l'occasion de la rencontre. « Le Sénégal a réussi l'alignement et l'intégration des ODD dans son plan de développement de référence que constitue le Plan Sénégal Emergent (PSE) et des progrès ont été réalisés depuis 2014, même si des difficultés et des défis subsistent. Au nombre des défis qui ont été évoqués lors de cette concertation figurent la territorialisation des ODD, la transformation numérique, l'accès universelle à l'énergie, qui est un objectif du gouvernement à l'horizon

Le Sénégal a réussi l'alignement et l'intégration des ODD dans son plan de développement de référence que constitue le Plan Sénégal Emergent (PSE)

2025, une meilleure prise en compte des changements climatiques dans les politiques publiques et la résilience des populations, mais également la question du financement du développement, en particulier une plus grande participation du secteur privé. »

Les organisations féminines ont également pris part à la concertation nationale. Faisant le plaidoyer sur la centralité de l'ODD 5 et sa transversalité, Mme Penda Seck Diouf, membre de la Commission des Acteurs de la Société Civile et du Groupe d'Initiative des Femmes sur le Genre dans les Politiques Publiques a déclaré : « Nous nous réjouissons de cette concertation et des messages clés que nous avons formulés en préparation du Sommet sur les ODD. Nous avons surtout mis l'accent sur le pilier genre, qui est transversal à tous les ODD et qui à mon avis est une des clés centrales pour réaliser nos priorités de développement. Le Sommet des ODD doit à ce titre être un fort moment pour les femmes et pour amplifier le plaidoyer en faveur de l'autonomisation des femmes. »

Il faut souligner que le gouvernement sénégalais, à travers des mesures telles que la territorialisation des ODD et la mobilisation de financements, s'est engagé à surmonter les obstacles actuels et à accélérer la mise en œuvre des ODD. Le pays entend jouer un rôle actif dans le Sommet mondial sur les ODD en proposant des engagements concrets et des voies accélératrices pour transformer les défis en opportunités.

L'approche inclusive de la concertation nationale, ainsi que l'engagement du Sénégal à travers des mesures ciblées, démontrent la volonté du pays de contribuer de manière significative aux efforts mondiaux pour réaliser les ODD. L'accent mis sur des secteurs clés tels que les systèmes alimentaires durables, la transformation de l'éducation



et la transition énergétique reflète l'engagement du Sénégal à construire un avenir plus durable et équitable pour tous.

Cette concertation nationale au Sénégal constitue une étape cruciale vers l'accélération des progrès en matière de développement durable. En se préparant à participer activement au Sommet mondial sur les ODD, le Sénégal démontre son engagement résolu à transformer les défis mondiaux en opportunités pour un avenir meilleur.



ÉNERGIE PROPRE
ET D'UN COÛT
ABORDABLE



13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



4 ÉDUCATION
DE QUALITÉ



SOMMET MONDIAL 2023 SUR LES ODD

ACCELERER LES PROGRES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

Par Fiacre Aristide Djossou - Bureau de Coordination du Système des Nations Unies

At moins de sept ans de l'horizon de mise en œuvre de l'Agenda 2030, les résultats enregistrés restent mitigés. Le Rapport mondial sur les Objectifs de Développement Durable pour l'année 2022, présenté par le Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (UNDESA), dresse un tableau particulièrement sombre. Le rapport révèle que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est menacé par des crises multiples, notamment les impacts

socioéconomiques de la COVID 19, les effets des changements climatiques et les conséquences de la guerre Russie-Ukraine. Toutes ces crises, et leurs interactions complexes, ont un impact sur l'ensemble des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Pour mettre le monde sur la voie de la durabilité et sauver l'espoir qui était né lors de l'adoption des ODD, il faudra une action concertée à l'échelle mondiale. C'est dans ce sens que plusieurs initiatives, appelant à des actions urgentes ont été lancées lors de récents foras à l'instar des

sommets mondiaux sur les systèmes alimentaires, sur la transformation de l'éducation, l'Accélérateur mondial de l'emploi et la protection sociale pour des transitions justes et le sommet sur les ODD en septembre 2023. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur l'agenda commun et les recommandations des différents sommets internationaux ont identifié des leviers accélérateurs des ODD. Il s'agit notamment des systèmes alimentaires durables ; de la protection sociale et l'emploi, de la transformation de l'éducation, de la transformation numérique, de la transition climatique et de la transition énergétique.

Ces initiatives ont été lancées dans un contexte marqué au Sénégal par l'actualisation du Plan National de Développement et du Plan d'Action Prioritaire de troisième génération (PAP3) qui couvrira la période 2024-2028. Ce Plan National de Développement - PAP3 devrait capitaliser sur les acquis enregistrés dans la mise en œuvre des deux premiers PAP du PSE et intégrer les nouveaux défis émergents de développement et les mesures accélératrices devant assurer la réalisation des ODD à l'horizon 2030.

Dans le même sens, l'Equipe pays des Nations Unies s'est engagée dans la mise en place d'un nouveau Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable qui couvrira la période 2024-2028. Ce Cadre de Coopération constituera la réponse collective des Agences Fonds et programmes des Nations Unies pour assurer la réalisation des ODD au Sénégal et une belle opportunité pour les Nations Unies d'affiner leur appui en lien avec les recommandations des différents sommets et initiatives internationales visant l'accélération des progrès sur les ODD.

La réalisation des ODD au Sénégal affiche une tendance mitigée

Le rapport 2023 sur le développement durable publié par Sustainable Development Solutions Network (SDSN), indique que le « SDG score index » du Sénégal est estimé à 61,8 indiquant que Sénégal a déjà réalisé près de 61,8% des ODD, soit une progression de 4 points de pourcentage par rapport au score de l'année 2022 qui était de 58,2. Avec cet index le Sénégal est classé au rang de 121 sur 166 pays évalués. L'analyse de la tendance entre 2022 et 2023 montre une avancée au niveau des ODD 1 (pas de pauvreté), ODD 8 (Travail





décent et Croissance économique) et ODD 9 (Industrie Innovation et Infrastructure) en lien avec les réformes engagées par le Gouvernement. Au niveau des cibles des ODD, le rapport 2023 sur le Développement durable du SDSN, révèle que 31,9% des cibles.

Par ailleurs, les revues volontaires nationales sur la mise en œuvre des ODD au Sénégal, ont fait ressortir les défis et les risques majeurs qui pourraient freiner les progrès vers la réalisation des ODD. Ces défis majeurs portent essentiellement sur les effets du changement climatique, les pesanteurs sociales, la baisse des financements et les impacts socioéconomiques de la pandémie de COVID-19. En somme, les chocs exogènes qui impactent négativement la situation des ressources budgétaires du pays et donc sa capacité à satisfaire les impératifs socio-économiques constituent des risques pouvant affecter les progrès vers l'atteinte des ODD.

La situation mitigée sur la réalisation

des ODD et une analyse des défis y afférents suggèrent un renforcement des actions pour une mise en œuvre des leviers accélérateurs des ODD identifiés notamment, les systèmes alimentaires durables ; la protection sociale, la transformation de l'éducation, la transformation numérique, la transition climatique et la transition énergétique. Chaque levier a un effet direct sur certains ODD, renforce la réalisation d'autres ODD et facilite la réalisation d'autres ODD. Une action simultanée et conjointe sur chacun des leviers est indispensable pour la réalisation des ODD.

En effet, la mise en place de systèmes alimentaires durables, productifs et résilients, permettra de résoudre les défis liés à la faim et à la pauvreté et de préparer les populations à résister aux chocs tels que les épidémies et les effets des changements climatiques. En ce qui concerne le levier sur la transformation de l'éducation, il contribue au renforcement du capital humain, qui à son tour favorise

la croissance économique, l'élimination de l'extrême pauvreté, le travail décent et la réduction des inégalités entre, hommes et femmes. Le levier contribue directement à la réalisation des ODD 4, 3, 8, 15 et indirectement sur les autres ODD.

Pour ce qui est du levier sur la transformation numérique, il contribue à accélérer la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). En effet, les technologies numériques permettront d'augmenter la productivité, de diminuer les coûts de production, de réduire les émissions, d'accroître l'accès, de dématérialiser la production, d'améliorer l'appariement dans les marchés, de permettre l'utilisation des mégadonnées et de rendre les services publics plus accessibles. S'agissant du levier du système de protection sociale, il joue un rôle crucial dans les efforts déployés pour renforcer le capital humain notamment au niveau des populations les plus vulnérables. Un système de protection sociale bien conçu et mis en œuvre constitue un élément puissant pour valoriser le capital humain et accroître la productivité, réduire les inégalités, renforcer la résilience et lutter contre la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. En ce qui concerne la transition climatique et énergétique, il convient de noter que la prise en compte des effets des changements climatiques est essentielle pour la réalisation des ODD. Le changement climatique est considéré comme l'un des principaux phénomènes responsables de l'insécurité alimentaire, à l'instar des conflits et des inégalités économiques. Par ailleurs,

la transition énergétique garantit donc un accès universel aux sources d'énergie modernes décarbonisées et permet de réduire la pollution industrielle des sols, de l'eau et de l'air.

La mise en œuvre réussie des leviers accélérateurs au Sénégal suppose le renforcement des actions au niveau de la planification, la programmation, du suivi et de l'évaluation des politiques publiques. Une analyse des politiques et stratégies actuelles suggère des actions en termes de renforcement de la chaîne de programmation, budgétisation, du suivi et d'évaluation, mais aussi au renforcement des partenariats pour assurer l'efficacité des politiques. La formulation en cours du PND 2024-2028 constitue une bonne opportunité pour assurer et renforcer l'intégration des leviers dans le Plan National de Développement et dans son Plan d'actions prioritaires. Par ailleurs, les réformes institutionnelles et le renforcement de la qualité de la gouvernance engagés par le Gouvernement méritent d'être accélérés pour assurer une mise en œuvre adéquate des stratégies et politiques sectorielles et engagements liés à ces leviers accélérateurs.

La déclinaison des leviers dans le Budget Général de l'Etat qui constitue l'instrument de politique économique mérite également d'être renforcée. Le renforcement de l'approche budget programme dans tous les ministères au Sénégal constitue à cet effet une belle opportunité pour une mise en œuvre intégrée des leviers accélérateurs.





LE SÉNÉGAL RÉPOND À L'APPEL DU SOMMET DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SOUS LA DIRECTION ÉCLAIRÉE DU PRÉSIDENT MACKY SALL

Le Sommet des Objectifs de Développement Durable (ODD), tenu les 18 et 19 septembre sous l'égide des Nations Unies, a été l'occasion pour le Sénégal de montrer son engagement en faveur d'un avenir durable et prospère pour tous. Sous la conduite éclairée de Son Excellence le Président Macky Sall, le Sénégal a répondu de manière significative à l'appel à l'action lancé lors de ce sommet mondial.

Le Système des Nations Unies au Sénégal est fier d'avoir organisé une concertation nationale, en collaboration avec le gouvernement, pour préparer la participation du Sénégal à ce Sommet sur les Objectifs de Développement Durable.

Dans son discours éloquent lors de la clôture du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Guterres a salué l'engagement des dirigeants présents. Il a appelé à traduire les engagements pris au cours de ce sommet en actions concrètes et a formulé des recommandations cruciales pour les prochaines étapes.

Le Secrétaire général a identifié sept domaines clés dans lesquels les pays peuvent concentrer leurs efforts pour accélérer les progrès vers les ODD :

- **Investissements réels pour le Développement Durable** : Transformer le soutien financier en investissements concrets dans les pays en développement, visant à atteindre au moins 500 milliards de dollars par an pour le développement durable.



SDG SUMMIT 2023 FHI

- **Mise en œuvre des engagements** : Traduire les engagements pris lors du sommet en politiques concrètes, budgets, portefeuilles d'investissement et actions tangibles, tout en renforçant la responsabilité et en suivant les progrès grâce à des revues nationales volontaires.
- **Soutien aux transitions clés** : Renforcer le soutien aux actions dans six domaines clés de transition vers les ODD : alimentation, énergie, numérisation, éducation, protection sociale et emplois, et biodiversité.
- **Investissements massifs dans la protection sociale** : Planifier dès maintenant des augmentations massives des investissements dans la protection sociale pour couvrir un milliard de personnes supplémentaires d'ici 2025 et quatre milliards d'ici 2030.
- **Atteinte de l'objectif d'aide publique au développement** : Il est temps pour les pays développés d'atteindre l'objectif de 0,7 % du revenu national brut consacré à l'aide publique au développement.
- **Réformes financières mondiales** : Appeler à des réformes dans le système financier mondial pour mieux répondre aux besoins des pays en développement, incluant la rechanneling urgent de 100 milliards de DTS inutilisés et la mobilisation de financements privés.
- **Action concrète pour le climat** : Présenter des plans et propositions concrets à la COP28 pour éviter les pires effets du changement climatique, tenir les promesses mondiales d'un soutien essentiel et aider les pays en développement à réussir une transition juste et équitable vers les énergies renouvelables.

Le Système des Nations Unies au Sénégal salue l'engagement du Sénégal dans la réalisation des ODD et réitère sa disponibilité à apporter son appui dans la mise en œuvre des recommandations du Secrétaire général. Ensemble, nous pouvons construire un monde meilleur, plus sain, plus paisible, plus durable et plus prospère pour tous.





FOCUS

TISSER DES LIENS DE PAIX : LES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES AU COEUR DU PROJET PEACE BUILDING FUND (PBF) AU SÉNÉGAL

Par Aminata Laye Diouf - UNV

Dans un monde en perpétuelle évolution, la paix et la stabilité revêtent une importance capitale pour le développement durable et le bien-être des sociétés. C'est dans cette optique que les Volontaires des Nations Unies, sont engagés dans le projet Peace Building Fund (PBF), exécuté par l'OIM et la FAO, qui vise à renforcer la coopération transfrontalière et à promouvoir la cohésion sociale entre le Sénégal et la Gambie.

Lansana Coly, volontaire communautaire ONU à l'OIM, oeuvre pour renforcer les liens au coeur des communautés de Selety et de Touba Tranquil. « En collaborant étroitement avec les autorités locales, nous travaillons à définir des solutions pacifiques aux défis frontaliers », partage-t-il. Lansana



coordonne 6 'focus groupes', devenus des catalyseurs de compréhension et de solidarité. « Les focus groupes essentiellement composés leaders communautaires m'ont permis de collecter des données sur la perception de la communauté sur la sûreté et la sécurité, mais aussi de récolter des données sur les moyens de subsistance verts au sein des localités. » ajoute-il.

Plus de 30 villages, le long de la frontière Séné-Gambienne, ont été visités par les volontaires communautaires pour sensibiliser sur la gestion pacifique des conflits et exhorter les communautés à coopérer avec les Force de Défense et de Sécurité (FDS) pour signaler les trafics d'armes, de bois, de drogues, etc. A cet effet, un médiateur a été nommé dans chaque village pour inciter au dialogue et à la paix.

Les volontaires facilitent également la tenue des forums principalement animés par les FDS visant à augmenter la confiance des communautés vis-à-vis de ces derniers.

Volontaire communautaire ONU à la FAO, Ibrahima Diallo collecte des données sur les moyens de subsistance verts pour accompagner les jeunes, mais surtout les femmes, à créer des activités génératrices de revenu. Il effectue également des campagnes de



sensibilisation sur la cohésion sociale à Medina Yoro Foulah « Nous travaillons main dans la main avec les autorités, les forces de sécurité et les communautés pour créer un environnement sûr et accueillant », explique-t-il.

Grâce à l'intervention du projet PBF, les populations transfrontalières prennent conscience de l'importance de leur rôle dans la sécurité des frontières. Les postes de contrôle deviennent empreints d'une nouvelle pertinence. Le succès se mesure en récits réinventés. Fodé A. Diallo, un habitant de Kéréwane témoigne du changement : « Suite à la sensibilisation, nous avons appris à respecter les points de passage et à s'enregistrer. Le projet a ouvert nos yeux. » déclare-t-il.

« Les VNU contribuent, dans le cadre du projet PBF, à relever les défis les plus pressants en matière de paix et de développement dans les zones transfrontalières Sénégal/Gambie. Le partenariat avec UNV assure une meilleure appropriation des interventions des projets et programme de la FAO par les bénéficiaires et les autorités administratives locales et une meilleure compréhension de l'approche. » Robert Guei, Coordonnateur Sous-Régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et Représentant de la FAO au Sénégal.

Au total, 9 Volontaires des Nations Unies sont impliqués dans le projet PBF, créant un réseau d'espoir et de solidarité qui transcende les frontières. Chaque action qu'ils entreprennent est une pierre angulaire de la vision collective de paix.

FOCUS

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ HUMAINE DANS LES ZONES FRONTALIÈRES : LE PNUD ET LE PUMA EN SYNERGIE

Par PNUD Sénégal



”
le PNUD a démarré la mise en œuvre du projet Renforcement de la sécurité humaine dans les communes prioritaires par une meilleure protection sociale et une résilience accrue à l'insécurité socio-économique au Sénégal

Les régions frontalières du Sénégal avec les pays limitrophes sont caractérisées par une pauvreté généralisée, des déficits importants en équipements et infrastructures de base, une prédominance des zones rurales, avec une forte dépendance économique sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sylviculture. Ces secteurs font face aux effets néfastes du changement climatique, notamment la sécheresse, les canicules, les

vents violents et les inondations. A travers le Plan Sénégal Emergent, l'Etat a mis en œuvre le Programme d'Urgence de Modernisations des Axes et Territoires frontalières (PUMA) pour renforcer les infrastructures dans les zones transfrontalières. Cependant, ces dernières années, dans les régions frontalières de l'est et du sud-est du pays, la pression croissante de l'insécurité et les effets de la crise post- COVID-19 ont encore aggravé la pauvreté et la vulnérabilité des communautés,

conduisant souvent à des sentiments de frustration et d'exclusion, à l'exode rural, à l'immigration et à la radicalisation, en particulier chez les jeunes. Afin de soutenir les communautés vulnérables, le PNUD a démarré la mise en œuvre du projet Renforcement de la sécurité humaine dans les communes prioritaires par une meilleure protection sociale et une résilience accrue à l'insécurité socio-économique au Sénégal, sur financement du Japon. Les 5 communes

prioritaires Médina Baffé, Adéane , Boki Diawé, Sadatou et Karang identifiées par le PUMA correspondent aux 5 communes pilotes du PNUD. Les axes de collaboration du PNUD et du PUMA portent sur l'entreprenariat des femmes et des jeunes (économie), le renforcement de la protection sociale (santé), la formation professionnelle et le renforcement de capacités de l'équipe municipale.





FOCUS

CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE LA COHÉSION SOCIALE : CONSULTATION DE HAUT NIVEAU DU PAYSAGE MÉDIATIQUE SÉNÉGALAIS PAR LES NATIONS UNIES POUR LUTTER CONTRE LES DISCOURS DE HAINE ET LA POLLUTION INFORMATIONNELLE

Par PNUD Sénégal

Le Sénégal a toujours été présenté comme une « vitrine démocratique » en Afrique. Cependant, à moins d'un an des élections présidentielles, les discours de haine et la pollution informationnelle envahissent les médias et contribuent à l'augmentation des tensions et des manifestations accompagnées parfois d'affrontements violents dans tout le pays. Pourtant, les médias jouent un rôle essentiel dans la formation de l'opinion publique et



Le PNUD, dans son rôle d'intégrateur des ODD au sein du Système des Nations Unies, s'engage à mettre en œuvre la stratégie et le plan d'action des Nations Unies sur le discours de haine et la pollution de l'information en travaillant étroitement avec d'autres agences et fonds des Nations Unies et les parties prenantes nationales et locales, pour contribuer à la consolidation des réalisations du pays en matière de cohésion sociale et de paix, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. C'est ainsi qu'une consultation de haut niveau sur le paysage médiatique au Sénégal a été organisée le 26 juillet 2023 à Dakar par les Nations Unies, sous le lead du PNUD, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Droits de l'Homme, le Centre d'Information des Nations Unies, l'UNESCO et l'UNICEF.

L'objectif général était de discuter avec des représentants des médias et les relais d'information en vue de contribuer à la préservation des acquis en matière de consolidation de la paix, de cohésion sociale et de prévention



L'objectif général était de discuter avec des représentants des médias en vue de contribuer à la préservation des acquis en matière de consolidation de la paix

de toutes les formes de violence. Les représentants du Gouvernement, les associations de presse, plusieurs médias et relais d'information ont participé à la consultation, qui a permis de poser les premières bases d'une coopération pour lutter contre les discours de haine, promouvoir une information responsable et favoriser un paysage médiatique propice à la diversité, à l'inclusion et au respect des droits de l'homme.



FOCUS

SAIDA, UN PROJET FAO/ANCAR (AGENCE NATIONALE DE CONSEIL AGRICOLE ET RURAL) DE PLATEFORMES SERVICES AGRICOLES ET INCLUSION DIGITALE EN AFRIQUE

Par Mehdi DRISSI - FAO Sénégal



Le Sénégal est parmi les pays africains impliqués dans l'initiative Digital Village Initiative (DVI) portée par la FAO depuis la signature de la convention entre cette dernière et l'ANCAR en décembre 2021, pour promouvoir une transformation rurale par la digitalisation de l'agriculture afin de lutter de façon plus efficace contre la faim, la pauvreté et les inégalités. L'initiative vise aussi à améliorer la vie dans les régions rurales, à s'attaquer aux goulots d'étranglement agricoles et non agricoles et tirer un plus grand profit des innovations ; ce qui permettra d'accélérer la « transformation vers des systèmes agroalimentaires plus efficace, inclusifs, résilients et durables pour une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure, ne laissant personne de côté » comme le poursuit stratégiquement la FAO par le biais de son cadre stratégique 2022-2030. L'expérimentation de l'initiative DVI se fait à travers des activités permettant aux groupes de producteurs agropastoraux et halieutiques d'utiliser les applications offertes par les Plateformes Services agricoles et Inclusion Digitale en Afrique (SAIDA) et Senlouma.org, mais aussi avec l'addition de startup locales telles que Tolbi, qui contribuent ensemble à l'amélioration de la productivité et la mise en marché de la production.



À Niore, au Sénégal, Mamadou Drame, père de quatre enfants, a désormais les yeux rivés sur un écran et non levés au ciel pour connaître le temps qu'il fait et décider des semis à planter. Les cycles de pluie observés par le passé sont de moins en moins fiables en raison du changement climatique, ce qui perturbe les habitudes de plantation et de récolte. Grâce aux innovations numériques, Mamadou a pu accroître sa production de riz, de maïs, de mil et de légumes. Ces outils lui permettent aussi de trouver des acheteurs et de recevoir les paiements sur son téléphone.

En novembre 2016, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé le projet Services agricoles et inclusion digitale en Afrique (SAIDA), financé au moyen de l'instrument de contribution volontaire flexible.

Le projet visait principalement à fournir aux agriculteurs des informations en temps réel sur les prévisions météorologiques, les meilleures pratiques agricoles, les soins à apporter aux animaux d'élevage, les prix du marché, la santé et la nutrition, grâce à des applications spécialement conçues à cet effet et installées sur leurs téléphones portables.

Avec l'application «Météo et calendrier agricole», les exploitants peuvent désormais prévoir avec précision le début et la fin de la saison des pluies, ainsi que la fréquence et la quantité attendue de précipitations. Ils peuvent ainsi choisir le bon type de semences

et le moment approprié pour chaque cycle de production, ce qui leur permet d'éviter les pertes catastrophiques qui surviennent souvent lors des années de sécheresse.

«Nous n'avons jamais disposé de ce type d'informations ou de ces possibilités d'accès au marché. Ce système a profondément modifié notre façon de penser notre activité. À présent, nous pouvons planifier, cultiver, récolter, vendre et gagner de l'argent en toute sécurité, comme jamais auparavant», explique Mamadou.

Transformation numérique de l'agriculture rurale

Au cours des 20 dernières années, le téléphone portable, ce petit objet qui se glisse dans une poche, a permis aux êtres humains d'avoir accès à l'ensemble des données et des renseignements nécessaires pour prendre des décisions avisées dans quasiment tous les aspects de leur vie. Or, dans les régions rurales d'Afrique de l'Ouest, notamment dans le secteur agricole, ce potentiel reste inexploité.

Dans cette partie du monde, la qualité de l'infrastructure mobile s'est nettement améliorée et nombreuses sont les personnes qui ont déjà adopté les technologies mobiles. Pourtant, il est encore rare que les agriculteurs se servent de ces outils dans le cadre de leur activités de production.

Dans le secteur agricole, les possibilités d'utilisation sont nombreuses, notamment pour ce qui est de tirer le



meilleur parti des services existants – conseil rural, services financiers, programmes de protection **sociale** et accès au marché – directement à partir des téléphones portables personnels.

Au Sénégal, la FAO a déployé le projet SAIDA pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie d'agriculture numérique de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR), un organe relevant du Ministère de l'agriculture. Ce programme a pour objectif de mettre les outils numériques au service de la modernisation de l'agriculture locale et d'aider les agents de vulgarisation à atteindre un plus grand nombre d'agriculteurs et à couvrir de plus vastes territoires.

Dans le cadre du programme SAIDA, plus d'un millier d'agents de vulgarisation de l'ANCAR et de responsables d'organisations locales ont été formés à l'utilisation des cinq applications mobiles consacrées à l'agriculture et à l'élevage qui ont été mises au point par l'équipe chargée du programme. Ces agents et responsables ont ensuite transmis les connaissances acquises aux agriculteurs.

«À présent, nous savons quand faire les semis. Grâce aux informations apportées par le programme SAIDA, nous sommes en mesure d'adapter notre calendrier de plantation pour être sûrs de bénéficier d'une pluviométrie optimale», explique Mamadou.

Sept ans après le lancement du programme SAIDA, les agriculteurs observent les retombées positives de la



technologie sur leurs activités agricoles et leurs conditions de vie: amélioration des rendements, réduction des dépenses liées aux intrants et diminution des pertes après récolte.

De nouvelles perspectives offertes par le numérique pendant la pandémie

Au milieu de l'année 2020, la FAO a également aidé l'ANCAR à créer une plateforme de commerce électronique (senlouma.org), dans le but d'aider environ 500 petits agriculteurs sénégalais à vendre leurs produits durant la crise de la covid-19. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre de la réponse rapide apportée aux graves problèmes liés à la commercialisation et au pourrissement généralisé des produits agricoles découlant des perturbations de la chaîne de valeur causées par la pandémie.

«La plateforme nous a sauvé la vie. Grâce à elle, nous avons pu vendre nos

produits en pleine pandémie, sans pour autant déroger aux protocoles relatifs à la covid-19», se souvient Mamadou.

Plus de 45 organisations paysannes sont aujourd'hui inscrites sur la plateforme et près de 4 000 personnes peuvent vendre leurs produits en ligne. L'ANCAR envisage d'utiliser la plateforme senlouma.org pour mettre en contact les producteurs des zones rurales avec des négociants en semences, des fournisseurs d'intrants, des spécialistes de la transformation des aliments, des assureurs, des grossistes et des institutions financières.

Jusqu'à présent, des bénéficiaires des régions du Saloum et de Niaye ont découvert de nouveaux marchés et établi des partenariats dans tout le pays, en particulier dans les régions situées à l'est, comme Tambacounda et Kedougou, où la production maraîchère est assez peu développée.

La plateforme Senlouma a par ailleurs été retenue pour recevoir des fonds supplémentaires, dans le cadre d'une initiative de l'Agence universitaire de la francophonie, en partenariat avec l'Agence nationale de la recherche scientifique appliquée au Sénégal. Ces fonds aideront des bénéficiaires à obtenir des brevets commerciaux et à développer leurs activités au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Togo.

Les solutions numériques de plus en plus adoptées au niveau local

Depuis août 2022, Mamadou fait partie de la communauté de plus de 300 000 agriculteurs sénégalais inscrits au programme SAIDA, qui

reçoivent des conseils dans leur langue locale. La Banque africaine de développement (BAfD) a également mobilisé 1 million d'USD en 2022 pour déployer le programme SAIDA ainsi que d'autres initiatives de développement numérique de la FAO dans la région de la Casamance, située dans le sud du Sénégal, ce qui a permis de financer la mise au point de nouvelles applications.

Grâce à ces technologies, Mamadou a repris confiance dans son activité agricole: «Je suis confiant lorsque je cultive ma terre et fixe mes prix. Je sais que je peux gagner assez pour nourrir ma famille, scolariser mes enfants et développer mon entreprise.»

Le programme SAIDA s'inscrit dans le volet sénégalais de l'initiative «1 000 villages numériques» menée par la FAO. Cette initiative promeut la transformation rurale par l'intermédiaire d'une transformation numérique de l'agriculture, l'objectif étant de remédier aux goulets d'étranglement dans les secteurs agricole et non agricole et de miser sur une plus grande innovation pour améliorer production. Elle place les petits producteurs au cœur de la lutte contre la faim, la pauvreté et les inégalités. Le Sénégal figure parmi les neuf pays africains et les nombreux autres pays de par le monde qui participent à l'initiative «1 000 villages numériques».

FOCUS

Lutte contre le trafic d'espèces sauvages en Afrique de l'Ouest: l'engagement de l'ONUDC



Par Hannah Gerber - ONUDC

La criminalité liée aux espèces sauvages est l'une des plus grandes entreprises criminelles au monde, après le trafic de drogue, la contrefaçon et la traite des êtres humains. Avec les autres crimes qui affectent l'environnement et le climat, y compris l'exploitation minière illégale, le trafic de métaux précieux et de déchets, la criminalité liée aux espèces sauvages représente une menace importante pour la paix, la sécurité et le développement durable de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. En effet, non seulement ces crimes sapent l'intégrité de l'environnement et contribuent à une perte significative de la biodiversité, mais ils privent les communautés locales de leurs moyens de subsistance et ont un impact négatif sur le développement social et économique, ainsi que sur la santé publique.

Néanmoins, l'ampleur de la criminalité liée aux espèces sauvages et ses

conséquences restent difficiles à évaluer, en partie parce qu'elle reste en dehors du courant principal de la criminalité et n'est donc fréquemment pas enregistrée de la même manière que les autres actes de criminalité transnationale organisée. Malgré les efforts déployés pour les protéger, le Sénégal reste une zone de trafic d'espèces sauvages, en particulier le commerce illégal de l'ivoire. Le trafic illégal génère ainsi des énormes profits illégaux pour des organisations criminelles complexes, qui sont souvent responsables de l'abattage, du transport et de la commercialisation de produits illégaux issus d'espèces protégées.

L'ONUDC, à travers son Programme des Frontières, Passagers et Cargo (PFPC), et en coopération avec l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) et INTERPOL, met en œuvre le programme mondial AIRCOP, qui vise à renforcer les capacités de détection et d'investigation dans les aéroports internationaux en matière de

lutte contre la criminalité transnationale et le terrorisme. Dans le cadre de ces efforts au niveau global, AIRCOP soutient ainsi les pays de l'Afrique de l'Ouest dans l'établissement de Cellules Aéroportuaires Anti-Trafics (CAATs), dotées d'outils de communication sécurisés pour échanger en temps réel des informations opérationnelles sur les trafics illicites et accéder aux bases de données criminelles internationales.

C'est au Sénégal que le PFPC, à travers le programme AIRCOP, a récemment organisé une formation régionale sur la lutte contre le trafic d'espèces sauvages pour les agents de cinq CAATs d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Afin de soutenir la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable 13, 14, 15, 16 et 17, la formation régionale a rassemblé des membres clés des CAATs d'Abidjan, Dakar, Douala, Lomé et Yaoundé, lors d'une formation dirigée par des experts des douanes belges et burkinabés, ainsi que l'organisation non-gouvernementale EAGLE, spécialisée dans l'assistance technique aux forces de l'ordre de la sous-région en matière de criminalité environnementale. Les sessions ont d'abord porté sur les outils de prévention de la criminalité liée aux espèces sauvages comme la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, avant de se focaliser sur la détection de tels crimes par voie aérienne, basée sur une méthodologie d'analyse des risques et de ciblage avancé - passagers, cargo, colis postaux - et sur les liens potentiels entre la criminalité liée aux espèces sauvages et



les autres types de criminalités dans la région.

L'ONUDC s'engage ainsi à continuer de renforcer les capacités des autorités nationales et régionales chargées de l'application de la loi et à adopter une approche multipartenaire dans la lutte contre le trafic d'espèces sauvages. Depuis le début de leur activité, les 15 CAATs d'Afrique de l'Ouest et du Centre, soutenues par le PFPC/AIRCOP, ont réalisé à plusieurs reprises des saisies d'ivoire (663 kg au 1er mai 2023), d'écaillés de pangolin (1,9 tonne au 1er mai 2023) et d'autres espèces protégées, marquant des étapes importantes dans la lutte contre la criminalité transnationale et environnementale, et dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable pour la lutte contre les changements climatiques, la protection des écosystèmes, et la promotion de la paix et de la sécurité de la région.

FOCUS

INITIATIVE DE FINANCEMENT BLUE PEACE: L'EAU AU SERVICE DE LA PAIX ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par Ass Malick Sall - UNCDF

Validation du plan directeur de développement intégré (PDDI) de l'OMVG

L'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Gambie (OMVG) se dote d'un Plan Directeur de Développement Intégré (PDDI) qui définit les orientations stratégiques et les priorités de développement des quatre (4) pays membres (Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sénégal) pour les vingt prochaines années. La validation de ce Plan Directeur est un moment sans précédent dans l'existence de l'OMVG en tant qu'organisation régionale. Il a fait l'objet de plusieurs consultations et négociations. C'est aussi une étape cruciale et un succès majeur dans la mise en œuvre de l'initiative de financement de Blue Peace.

Genèse de l'initiative

La vision de l'initiative de financement Blue Peace est de créer de nouveaux moyens pour les entités régionales non souveraines gérant des ressources naturelles, telles que les organisations de bassins fluviaux, d'accéder aux marchés financiers pour des investissements dans la coopération transfrontalière

et multisectorielle dans le domaine de l'eau. Cette initiative a été lancée depuis décembre 2019 avec la signature par le président du Conseil des ministres de l'OMVG d'une résolution annonçant le partenariat de l'OMVG avec les partenaires de Blue Peace - y compris la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), UNCDF et d'autres institutions - sur l'exploration de mécanismes de financement innovants, y compris l'initiative de financement Blue Peace, pour mettre en œuvre des projets dans le cadre de son plan directeur (PDDI). Un protocole d'accord officiel entre l'OMVG et l'UNCDF a été signé au cours du premier semestre 2020.

Le FENU/UNCDF, ainsi que la DDC et l'OMVG ont saisi l'opportunité unique offerte par le 9e Forum mondial de l'eau (le plus grand événement mondial sur l'eau) pour lancer officiellement l'initiative de financement Blue Peace. Cette initiative est une action concrète qui fait suite à une recommandation spécifique du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix sur la création de mécanismes de financement innovants. L'objectif est de promouvoir l'accès au capital pour les entités non souveraines en utilisant



l'eau comme point d'entrée pour les cadres de coopération multi-acteurs et de les transformer en plateformes d'investissement, ce qui conduira à des économies plus durables et à des sociétés pacifiques.

En tant qu'organisme de bassin fluvial bien établi, doté d'un cadre juridique qui lui confère l'autorité nécessaire pour lever et gérer des fonds, l'OMVG est le premier organisme de bassin fluvial à mettre en œuvre un mécanisme de financement aussi innovant et a prouvé qu'il était prêt à essayer de nouveaux modes de financement. Grâce à un processus d'assistance technique, UNCDF accompagne l'OMVG dans l'élaboration de son plan directeur et de son plan d'investissement commun.

"Nous sommes une institution forte, avec une histoire de longue date, une volonté politique forte et le soutien des États membres, mais nous sommes toujours confrontés à des défis lorsqu'il s'agit de mobiliser des fonds. Nous remercions l'UNCDF et la DDC de nous accompagner

dans l'exploration de mécanismes de financement innovants, notamment l'initiative de financement Blue Peace, pour mettre en œuvre des projets dans le cadre de notre plan directeur. C'est vraiment la voie à suivre pour construire une indépendance financière qui nous permettra de mettre en œuvre des projets sans nous endetter", a déclaré le Haut-Commissaire de l'OMVG, M. Lansana Fofana.

Ce plan directeur est une étape importante pour l'initiative de financement Blue Peace et est le résultat d'un processus de négociation inclusif entre 4 pays et d'autres parties prenantes, ainsi que de plus de 2 ans de renforcement des capacités et d'assistance technique fournis à l'OMVG par UNCDF. Les projets identifiés dans ce plan directeur peuvent avoir un impact direct et indirect sur 6 millions de personnes en termes d'accès aux services liés à l'eau, tels que l'eau potable, l'énergie, l'irrigation pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement, etc.



L'impact potentiel du plan directeur de l'OMVG

Au cours de l'atelier de validation, le plan directeur de développement intégré de l'OMVG a été finalisé et validé par les quatre pays, jetant les bases d'un plan d'investissement conjoint (portefeuille) qui sera financé par l'émission d'une Obligation Blue Peace.

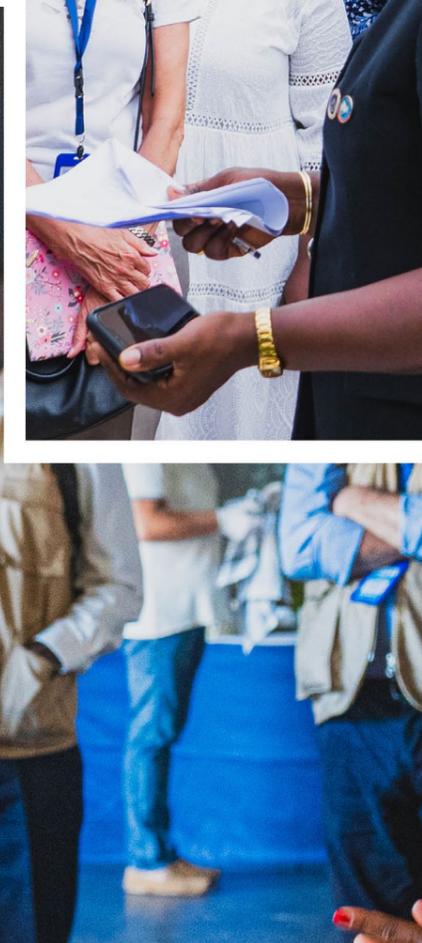
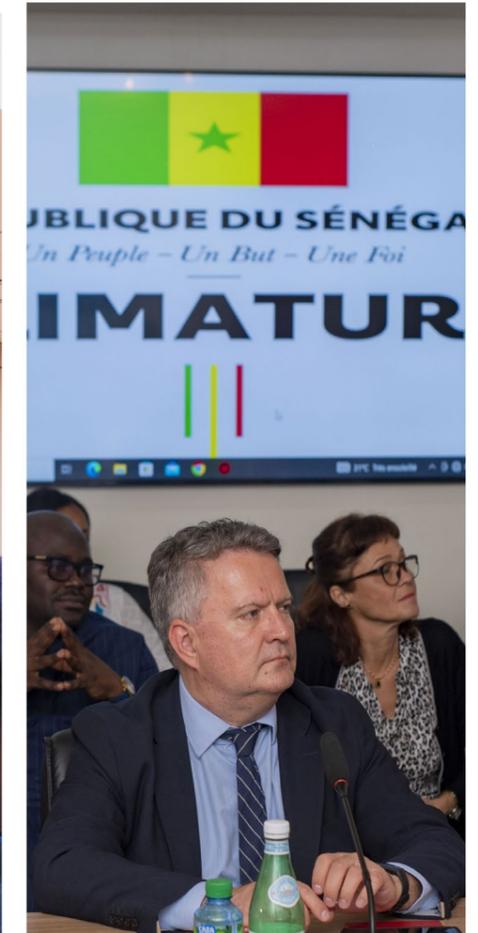
Plus de 180 projets (énergie, agriculture, environnement, transport fluvial) ont été identifiés grâce à un processus rigoureux, ce qui a permis de constituer un solide portefeuille de projets sélectionnés proposés à l'OMVG. Le mécanisme de financement et le portefeuille de projets ont également été présentés et approuvés par le Conseil des ministres de l'OMVG, ainsi que par des hauts fonctionnaires des ministères des finances des États membres de l'OMVG, ce qui souligne le large soutien dont bénéficie cette initiative ambitieuse. Dans l'ensemble, il s'agit d'une étape importante dans les efforts visant à promouvoir la collaboration transfrontalière dans la région en vue d'un développement commun et durable.

Le plan directeur de l'OMVG aura potentiellement un impact positif direct ou indirect sur près de 6 millions de personnes vivant dans l'espace du plan directeur de l'OMVG, qui couvre environ 100 000 km². L'impact sera créé, entre autres, par le potentiel de développement de 305 eaux navigables, 50000 ha de terres agro-forestières, plus de 2000 GwH d'énergie propre (barrages hydroélectriques) et 2000 ha de parcs nationaux.



L'Initiative de Financement Blue Peace constitue une nouvelle incitation financière pour les pays notamment pour le Sénégal et les secteurs à coopérer et à établir des accords politiques sur la gestion durable des ressources partagées

L'Initiative de Financement Blue Peace constitue une nouvelle incitation financière pour les pays notamment pour le Sénégal et les secteurs à coopérer et à établir des accords politiques sur la gestion durable des ressources partagées, réduisant ainsi les risques et les conflits sociaux, politiques, économiques et environnementaux. Parallèlement, elle modifiera la perception de l'eau par le secteur financier, non pas comme un secteur distinct, mais comme un point d'entrée pour des opportunités d'investissement à impact multisectoriel et régional. Par conséquent, investir dans Blue Peace permet de soutenir la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda d'Addis-Abeba, tout en transformant l'eau d'une source potentielle de conflit en un instrument de coopération et de paix.



VISITE - EXECUTIVE BOARD

VISITE CONJOINTE DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF, DU PNUD/FNUAP/UNOPS, DU PAM ET DE L'ONU FEMMES AU SÉNÉGAL : UN REGARD APPROFONDI SUR L'IMPACT DÉTERMINANT DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DU PAYS.

Par Cheikh Sakho Jimbira - Bureau de Coordination du Système des Nations Unies



Une délégation des Conseils d'administration de l'UNICEF, du PNUD/FNUAP/UNOPS, du PAM et d'ONU Femmes a entrepris une importante mission au Sénégal du 2 au 6 octobre 2023. L'objectif principal de la visite conjointe sur le terrain était d'aider les membres des conseils d'administration à comprendre l'étendue et les façons dont les six organisations des Nations Unies contribuent à la réalisation du Plan Sénégal Emergent (PSE).

La mission s'est concentrée sur trois piliers essentiels :



L'alignement sur les priorités nationales

L'ambition première de la délégation était d'examiner l'imbrication des collaborations inter-agences du Système des Nations Unies dans le pays, en particulier à travers les Cadres de Programmation Pays et le Cadre de Coopération, en vue de renforcer l'appui aux priorités politiques nationales. Une attention particulière a été accordée à l'impact du cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable 2019-2023 et à son alignement sur les objectifs du PSE.

Priorité à l'efficacité

Un aspect essentiel de cette mission était d'observer l'efficacité opérationnelle du système des Nations Unies au Sénégal, en particulier à la veille du prochain déménagement de toutes les entités des Nations Unies à la Maison des Nations Unies à partir de 2024. Il était donc utile pour la délégation de voir si les initiatives des Nations Unies au Sénégal étaient menées conformément à l'agenda de l'efficacité des Nations Unies, notamment grâce à une utilisation optimale des ressources et à une coordination efficace.

Comprendre le contexte régional

Consciente que le développement du Sénégal est étroitement lié à des dynamiques régionales plus larges, en particulier celles du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest au sens large, la délégation a cherché à obtenir une perspective éclairée sur ces défis - et opportunités - régionaux. Ces séances de réflexion





avec les dirigeants des Nations unies et les experts sur le terrain au Sénégal devraient permettre aux Nations unies de façonner leurs interventions d'une manière plus spécifiquement adaptée à la région, et donc plus efficace et durable.

Pendant deux jours et demi, l'ensemble de la délégation a participé à une série de réunions formelles et informelles dans la capitale sénégalaise, Dakar. Ces réunions comprenaient des débats et des séances de travail avec des hauts fonctionnaires, des donateurs, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), le Bureau de coordination du développement (DCO), des représentants du secteur privé et une série d'acteurs de la société civile. En outre, une visite de la Maison des Nations Unies et une séance de travail approfondie sur les opérations de terrain du système des Nations Unies au Sénégal ont permis à la délégation d'avoir une vision globale de ces opérations.

En se rendant sur le terrain pendant deux jours et demi, la délégation a pu obtenir des informations de première main sur les projets en cours, en particulier dans la région sud du Sénégal et dans les districts des régions de Dakar et de Thiès. La délégation a été divisée en deux groupes, les visites portant chacune sur des aspects différents de la trajectoire de développement du Sénégal.

La stratégie énergétique du Sénégal : Une question centrale

Les discussions critiques ont tourné autour de la stratégie énergétique du Sénégal, avec un accent particulier sur l'équilibre entre le pétrole, le gaz et les énergies renouvelables. Avec une population de jeunes en augmentation et des ressources budgétaires consacrées à l'autonomisation des femmes, le Sénégal est confronté à un double défi. Il s'agit de réduire les émissions de carbone et d'atténuer sa vulnérabilité au changement climatique, tout en répondant aux besoins croissants de sa population. Il est à noter que le Sénégal



a réussi à atteindre un taux d'utilisation des énergies renouvelables de 30 %. Par ailleurs, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), anticipant d'éventuelles violations liées à l'exploitation du pétrole et du gaz, est en train d'élaborer un plan d'action national pour traiter les questions relatives aux droits de l'homme dans le contexte des ressources naturelles.

Mise en œuvre de la réforme des Nations Unies au Sénégal

La mise en œuvre de la réforme des Nations Unies au Sénégal a également été au cœur des discussions. Le Coordinateur Résident, Aminata Maiga, a souligné le fait que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires au Sénégal est pleinement opérationnel, ce qui reflète l'approche proactive du Sénégal pour accélérer les Objectifs de développement durable, y compris avec un accent stratégique sur la jeunesse. Cependant, malgré ces avancées, des défis subsistent en ce qui concerne

la programmation conjointe. Sous la direction du coordonnateur résident, de multiples initiatives ont vu le jour, allant des projets financés par le Fonds pour la consolidation de la paix, étroitement alignés sur la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) pour répondre aux préoccupations frontalières, à la création du Fonds conjoint pour les ODD, l'examen national volontaire, l'examen périodique universel et les mécanismes de soutien pour le programme d'action prioritaire 3 (PAP3). En outre, l'engagement demeure dans la programmation conjointe pour la cohésion sociale. Alors que les Nations unies au Sénégal continuent de mettre l'accent sur la jeunesse dans leur stratégie, la réalisation d'une programmation conjointe homogène reste un défi. Le nouveau programme de coopération pour le développement durable 2024-2025 a pris en compte ces limites et sa mise en œuvre devrait permettre des programmes conjoints plus cohérents.



Renforcement des capacités et autonomisation des femmes

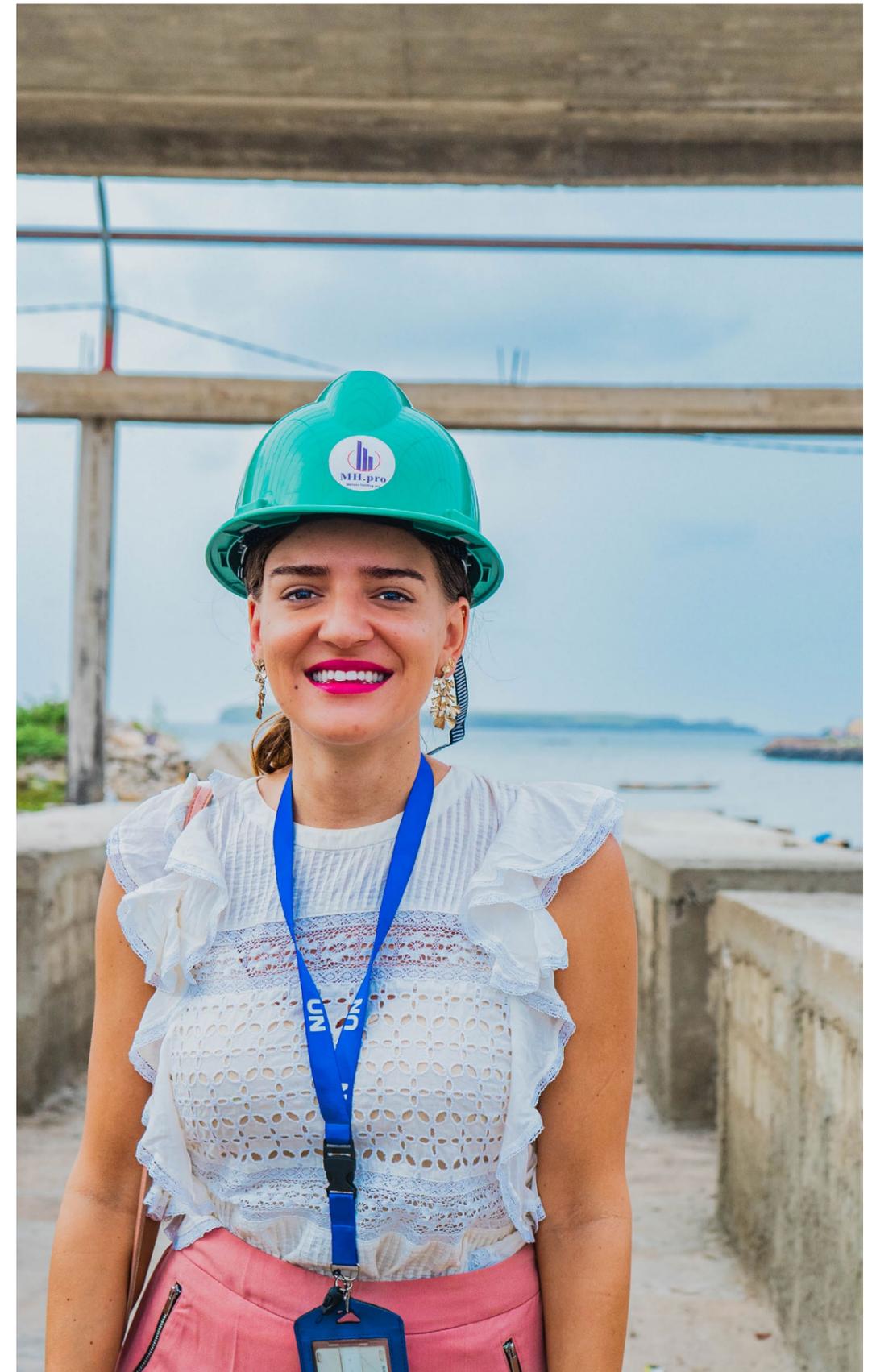
Au cours de la visite sur le terrain, l'UNFPA a souligné son soutien au Sénégal en matière de renforcement des capacités des femmes, en particulier dans le domaine de la santé génésique. En outre, l'UNOPS a partagé des informations sur son projet de renforcement des capacités, en mettant l'accent sur les technologies de l'information et les compétences techniques. Cette initiative vise à s'assurer que les jeunes sénégalais sont prêts pour les emplois du futur, contribuant ainsi à la formation d'une population bien éduquée capable de soutenir le développement national. L'UNICEF, le PNUD et le PAM développent plusieurs projets et programmes dans le pays, qui comportent une dimension genre et qui participent à l'autonomisation des femmes.

La mission s'est achevée par une réunion

avec le Premier ministre et les principaux ministres du gouvernement, ce qui a permis aux Nations unies de faire part de leurs observations et de leurs recommandations.

La visite conjointe des conseils d'administration au Sénégal a constitué une étape cruciale dans la compréhension de l'efficacité et de la cohérence des efforts du système des Nations unies, et des six entités en particulier, avec les priorités nationales sénégalaises. Elle a également permis d'explorer les possibilités de renforcer la coopération pour un développement plus durable et plus équitable.

L'impératif est maintenant de prendre effectivement en compte les observations faites et de mettre en œuvre les recommandations émanant de la mission, afin de favoriser la poursuite d'une collaboration fructueuse entre le Sénégal et les Nations Unies.



GENRE

MARIÉTOU



**« TANT QUE JE VIS, JE
LUTTERAI CONTRE CE
FLÉAU »**

Par UNFPA Sénégal

Demandez à Mariétou sa principale qualité elle vous dirait certainement qu'elle est une femme « ENGAGÉE »



GENRE

Il fallait une bonne dose d'engagement pour que cette monitrice de formation accepte de renoncer à sa carrière, pour se reconvertir bénévolement comme matrone dans la case de santé. « En 2010 les autorités sanitaires cherchaient une femme habitant le village, qui savait lire et écrire en français pour la former comme matrone afin de servir dans la case de santé qui devait ouvrir. J'étais la seule à correspondre à ce critère »

Dans son travail de matrone et en assistant l'infirmier chef de poste, lors des accouchements, elle a remarqué que certaines femmes avaient de grosses difficultés pour accoucher, et d'autres un travail très long, des hémorragies. L'infirmier lui avait alors expliqué que la tête du bébé n'arrivait pas à sortir lors de l'accouchement à cause des cicatrices, liées à l'excision ou l'infibulation.

« Je ne suis pas du genre spectatrice ... surtout devant le malheur de ces femmes, je me suis fait la promesse que dans le village de Bagadadji, aucune de ses filles ne seraient excisée, j'ai eu un déclic, je serais la voix des sans voix dans mon village, mon département et ma région. »

Forte de cette résolution, Mariétou est entrée en politique militant pour les causes touchant les femmes de sa communauté : l'accès à la terre, l'autonomisation des femmes, l'amélioration de leur alimentation, l'accès et le maintien de leurs enfants à

”

Je ne suis pas du genre spectatrice ... surtout devant le malheur de ces femmes, je me suis fait la promesse que dans le village de Bagadadji, aucune de ses filles ne seraient excisée

l'école, l'abandon des pratiques néfastes.

Mariétou Baldé, est devenue la première femme adjointe au maire dans la commune de Bagadadji Elle a été plébiscitée comme Badienou Gokh, et s'active aussi au sein d'une unité de transformation de lait de vache en beurre. Elle préside le comité de suivi de déclaration d'abandon des Mutilations Génitales Féminines (MGF). « Dans mon action ce n'est pas qu'aux femmes je m'adresse. Il est capital, de convaincre aussi les hommes des méfaits de l'excision. »

« Je suis fier du chemin parcouru, le travail de sensibilisation avec les hommes, les anciens et surtout les enfants doit continuer jusqu'à ce qu'ils



atteignent l'âge adulte. Il faut s'adresser aux papas et aux mamans, en s'assurant que les garçons ne sont jamais loin pour assister aux échanges, afin de susciter en leur sein entre pairs la discussion et la réflexion et l'engagement en faveur de la norme sociale qui accorde de la valeur à la fille excisée »

Pour encourager et pérenniser la reconversion des exciseuses Mariétou soutient les actions pour les accompagner vers l'autonomisation économique, en leur facilitant comme elle l'a fait, l'accès à la terre comme avec une ancienne exciseuse du village de Ngounoumannke.



GENRE

5 ESPACES PUBLICS AMÉNAGÉS POUR UNE VILLE DE GUÉDIAWAYE SURE ET SANS VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES.

Par Abdoulaye M. SOUKOUNA - Onu Femmes

Dakar, 17 juillet 2023 – ONU Femmes Sénégal en partenariat avec la ville de Guédiawaye et l'ONG InterMondes a organisé un atelier de partage des résultats de la mise en œuvre du Programme « Villes Sûres, Espaces Publics Sûrs sans violences à l'égard des femmes et des filles » qui totalise 5 sites aménagés dans le but de favoriser le bien-être et la sécurité des femmes et des filles.

Le harcèlement sexuel ainsi que d'autres formes de violences basées sur le genre sont monnaie courante dans les espaces publics. Cette situation entrave l'épanouissement des femmes et des filles tout en réduisant leurs libertés de mouvement ainsi que leur autonomisation. La conséquence directe de cette situation est leur inégal accès aux mêmes droits à la ville et aux mêmes opportunités que les hommes et les garçons.

C'est dans cette perspective qu'à travers le programme « Villes Sûres, Espaces Publics Sûrs sans violences à l'égard des femmes et des filles » financé par le gouvernement espagnol, ONU Femmes a entrepris d'aménager et de sécuriser des espaces publics selon un quadriptyque qui repose sur l'ancrage communautaire dans la mise en œuvre du programme, la promotion de l'autonomisation des

femmes, la transformation des normes sociales, et le partenariat multisectoriel.

Kathryn Travers, spécialiste en politiques de lutte contre les violences basées sur le genre à ONU Femmes déclare : « Guédiawaye est la première ville de la région Afrique de l'Ouest et du Centre à bénéficier de ce programme. Nous sommes aujourd'hui ravis de voir l'étendu des réalisations mais aussi l'engagement des communautés et de tous les partenaires à faire d'elle une ville sûre qui servira de modèle dans toute la région. »

En effet le projet affiche de très probants résultats en phase avec ses principaux objectifs. Cinq (5) espaces publics dont certains se trouvant dans des écoles ont été aménagés. Cent vingt-cinq (125) femmes issues des cinq (5) communes de la ville ont été impliquées. Cinq (5)





voisines pour y emprunter des salles. Tenant compte du contexte sécuritaire, cette situation nous exposait souvent à des actes de violence. » témoigne Awa Ndiaye, présidente du réseau des filles de la commune de Ndiarème Limamoulaye.

Sur la base des leçons apprises et des échanges, différentes recommandations ont été formulées. Parmi celles-ci, figurent le besoin d’avoir des toilettes publiques séparées au niveau des marchés ou encore la nécessité de travailler sur l’érection d’un partenariat avec la Police locale pour favoriser une plus grande sécurité au niveau du territoire. Celles-ci seront étudiées et prises en compte lors de la mise en œuvre de la deuxième phase du projet. L’activité s’est ponctuée par la remise de matériels informatiques offerts par ONU Femmes à la Mairie de Guédiawaye.

“
Pour tenir nos événements, nous étions obligées de nous rendre dans des communes voisines pour y emprunter des salles

partenaires stratégiques dont ONU Habitat, la FAO ou encore Promovilles ont rejoint le projet pour accroître son impact sur le bien-être des communautés.

Selon Mme Christine Mbaye, chargée de projet à InterMondes, partenaire de mise en œuvre du projet, le plus grand défi a été de susciter un engagement auprès des femmes en faisant en sorte qu’elles s’imprègnent des différents enjeux liés aux violences basées sur le genre et à l’autonomisation économique.

Elle souligne : « La première phase du projet a été un franc succès en ce sens qu’elle a permis d’impliquer les femmes sur des sujets qui impactent directement leurs bien-être au quotidien. Elles ont été enrôlées dans des marches exploratoires

au sein de leurs quartiers pour identifier les zones d’insécurité et faire des recommandations quant aux actions clés à entreprendre. »

Pour les jeunes filles de Guédiawaye, le programme a renforcé le sentiment de sécurité et encouragé beaucoup d’entre elles à fréquenter d’avantage les espaces publics. D’ailleurs, ces derniers leur ont permis de bénéficier d’endroits où elles peuvent se retrouver et tenir des événements communautaires.

« Dans notre commune, l’esplanade de la mairie a été aménagée et cela a facilité l’organisation de nos activités associatives. En effet, pour tenir nos événements, nous étions obligées de nous rendre dans des communes



GENRE



LA COOPÉRATION ITALIENNE ACCOMPAGNE ONU FEMMES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES FEMMES VIVANT AUX FRONTIÈRES DU SÉNÉGAL ET DU MALI

Par Abdoulaye Mamadou Soukouna - Onu Femmes

Les conflits et l'extrémisme violent constituent des menaces pour la sécurité des populations, particulièrement les femmes et les filles, également en termes d'égalité des sexes et d'autonomisation. Ces défis exogènes, sont exacerbés par les effets latents de crises sanitaires, environnementales, politiques, développementales et humanitaires. D'ailleurs, ils risquent de produire des retombées négatives dans les zones

frontalières comme celles entre le Sénégal et le Mali. Dans ces localités, un soutien aux efforts des autorités gouvernementales et des communautés locales se révèle précieux afin de protéger et de promouvoir les droits humains et la justice sociale.

Les habitants des zones frontalières, surtout les femmes et les filles, sont en effet davantage exposés à la précarité et ont du mal à accéder aux services de base. Dans ce contexte, l'égalité



des sexes et l'autonomisation des femmes demeurent de réels enjeux qui nécessitent une action coordonnée.

Ainsi, le Gouvernement Italien a entrepris d'octroyer à ONU Femmes un financement à hauteur de deux (2) millions d'euros qui contribuera à la mise en œuvre de réponses adéquates aux besoins des femmes et des filles habitant dans ces localités éloignées des grandes capitales.

C'est dans ce cadre que SEM. Giovanni Umberto De Vito, Ambassadeur d'Italie au Sénégal déclare : « A travers la coopération italienne, nous attachons une haute priorité à la réalisation de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable, notamment l'ODD 5 sur l'égalité de genre et l'ODD 16 sur la promotion de la paix et la justice ». S'approchant son départ de Dakar, l'Ambassadeur a mis en exergue le caractère symbolique de cet accord avec ONU Femmes qui ponctue son mandat pendant lequel il a œuvré pour renforcer les synergies entre interventions bilatérales et



multilatérales. « L'entente avec ONU Femmes est pleinement en phase avec l'engagement de l'Italie à promouvoir un développement endogène, inclusif et basé sur les droits humains, en vue d'une égalité de droits entre femmes et hommes »,

En effet, par l'entremise de son Agence de coopération au développement, l'Italie soutient depuis plusieurs années ONU Femmes dans l'exécution de programmes et de projets visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

De ce fait, le Directeur de l'AICS de Dakar, Marco Falcone, a rappelé que : « Les deux institutions interviennent depuis plusieurs années au Sénégal avec des programmes et des projets spécifiques visant l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. Ce nouveau programme répondra aux besoins des femmes et



L'entente avec ONU Femmes est pleinement en phase avec l'engagement de l'Italie à promouvoir un développement endogène, inclusif et basé sur les droits humains



des filles vulnérables dans les régions transfrontalières du Sénégal (Kédougou et Tambacounda) et du Mali (Kayes) pour leur permettre de se remettre des conséquences des violences et des conflits et d'accroître leur résilience aux crises futures et renforcer leurs capacités à participer au maintien de la paix, à la prévention des conflits pour une paix durable.»

Madame Elena RUIZ DABRIL, Directrice Adjointe du Bureau Régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a réaffirmé la volonté d'ONU Femmes à accompagner les Etats du Mali et du Sénégal dans la prévention des conflits, la protection des zones vulnérables et des populations qui y vivent. Elle souligne : « Grâce à cette confiance renouvelée de l'AICS,

nous allons accompagner les deux Etats dans le but de renforcer les mécanismes d'intégration du genre dans la gouvernance des frontières. A cet égard, nous ferons la promotion de la participation des femmes aux instances de prise de décision. Nous œuvrerons également pour l'égalité des sexes, l'élimination des violences basées sur le genre ainsi que l'autonomisation des femmes.»

Cette activité a été marquée par la présence du ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants. Elle fut également l'occasion pour toutes les parties prenantes de réaffirmer leur engagement à lutter contre les inégalités homme / femme et promouvoir des actions en faveur du bien-être des femmes et des filles.



GENRE

LE CINU DAKAR À BARGNY POUR LE NETTOYAGE DU LITTORAL ET LA SENSIBILISATION DES FEMMES

Par Marie Thérèse Asongafack - CINU Dakar



Plus de 200 jeunes de la Commune de Bargny équipées de balais, de brouettes, de raquettes, de poubelles et d'autres équipements de nettoyage ont participé au nettoyage du Littoral de leur commune organisée le samedi 25 mars 2023. Une activité qui s'inscrivait dans le cadre de la Conférence mondiale sur l'eau qui s'est tenue à New York du 22 au 24 mars.

Malgré les rigueurs du ramadan et les rayons ardents du soleil, plus de 200 jeunes s'étaient mobilisés à l'appel du Club de Réflexion et d'Action Citoyenne (CRAC) et du Centre d'Information des Nations Unies (CINU) auxquels des partenaires dont l'Unité de Coordination et de la Gestion des déchets solides (UCG, Département

du Ministère de l'Environnement du Sénégal) et la Mairie de Bargny ont prêté main forte.

« La mer n'est pas une poubelle ! » C'est le cri lancé par les jeunes de Bargny dès le début de l'opération de nettoyage. Enthousiastes, armés de petit matériel mais surtout d'une volonté sans faille ils ont, plusieurs heures durant, dans une atmosphère bon enfant, ramassé





”
**Il était impératif d'organiser cette opération,
 car ici c'est un lieu de loisirs et plus la
 plage est propre plus elle attire riverains et
 touristes en quête d'un environnement sain
 et d'air pur dans un cadre qu'il qualifie de
 merveille de la nature**

d'énormes quantités de déchets qu'il a ensuite fallu broyer au bulldozer. Pour ces jeunes « Il est de leur responsabilité de veiller à ce que la plage reste propre. Personne d'autre ne peut le faire à notre place » disent-ils, en ajoutant « c'est notre plage, et nous ne devons rien attendre de personne pour le nettoyer à notre place » pour indiquer que leur action sert leur propre intérêt puisque les déchets sont nuisibles à la santé.

Makhtar Aidara, Conseiller municipal de la commune de Pikine Est, salue cette initiative qui intéresse des individus qui « ont du cœur » pour « nous aider à avoir un poumon d'oxygène ».

Selon Minielle Baro, l'Officier en Charge du CINU Dakar, cette activité a pour but de créer une prise de conscience et un engagement pour la bonne gestion de l'eau et en particulier à Bargny, la gestion

de l'assainissement. En effet, dans cette localité située à 35 kilomètres de Dakar, la problématique est l'écoulement vers la plage et l'océan des eaux usées et des déchets.

Medza Ndoye, le président du CRAC, explique qu'après avoir découvert que la plage était devenue une véritable décharge, « il était impératif d'organiser cette opération, car ici c'est un lieu de loisirs et plus la plage est propre plus elle attire riverains et touristes en quête d'un environnement sain et d'air pur dans un cadre qu'il qualifie de merveille de la nature ».

En prélude au nettoyage de la plage de Bargny, la veille, le vendredi 24 mars, la journée avait consacré à la sensibilisation et à la mobilisation dans le cadre de la conférence mondiale sur l'eau de l'Assemblée générale des

Nations Unies qui s'est tenue à New York les du 22 au 24 mars dernier.

Dans une ambiance festive, les femmes de Bargny ont été invitées à trier les déchets ménagers avant de les déverser dans des endroits spécifiques. Une cérémonie rassemblant les femmes de Bargny, leur marraine (Badiennou Gokh, en Wolof), l'Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides (UCG, Département du Ministère de l'environnement du Sénégal), la Mairie de Bargny, le Club de Réflexion et d'Action Citoyenne (CRAC) et le Centre d'Information des Nations Unies (CINU) a été organisée.

Les femmes ont manifesté leur adhésion en chants et danses. Munies des poubelles qui avaient été distribuées par les organisateurs elles ont improvisé des chorégraphies et scandé des slogans pour un meilleur assainissement de leur

localité dont les canaux de drainage ont un accès direct à l'océan. Elles ont promis de mobiliser les jeunes pour qu'ils participent, le lendemain, au nettoyage du littoral avec le CINU et ses partenaires.

Au cours de cette journée, M. Doudou Gueye Dieng, point focal pour l'éducation et la sensibilisation de l'UCG a expliqué aux femmes l'importance de trier les déchets avant de les jeter dans les canaux à ciel ouvert. Mme Ngouye Daga, la marraine du quartier a appelé les femmes à veiller à la propreté de leur environnement. Au nom des femmes, elle a également remercié CINU Dakar et CRAC pour ce geste qui, selon elle, contribuera grandement à améliorer leur capacité à éviter la pollution des eaux des canaux de drainage.





DROITS HUMAINS

PRÉVENIR LES VIOLENCES CONTRE LES ENFANTS ET GARANTIR LEUR ACCÈS A L'ÉDUCATION : GAGE DE PAIX ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par Moussa Diop - UNICEF

L'UNICEF se mobilise aux côtés des acteurs de la Société civile et de l'Education pour la protection des enfants contre toute forme de violence et appeler au respect et à la continuité des services sociaux de base en leur faveur dans un contexte de consolidation de la paix et de la sécurité.

C'est au lendemain des événements de juin 2023 que de nombreux acteurs de la protection de l'enfant, regroupés au sein de la Coalition « Joining forces » -Agir ensemble- ont avec l'UNICEF et le HCHD, tiré la sonnette d'alarme pour exprimer une profonde préoccupation face aux risques de violences encourus par les enfants et les effets négatifs pouvant entraîner la cessation de certains services sociaux de base comme l'éducation, et l'impact sur la santé mentale des enfants et leur intégrité physique.

Les remous socio-politiques enregistrés au Sénégal entre mars 2021 et juin 2023 ont vu la participation d'enfants et de jeunes dans des manifestations violentes ayant occasionné des décès, des faits de violence, des blessures et des arrestations. Il a été rapporté plusieurs

enfants interpellés par les forces de l'ordre durant ces manifestations sur tout le territoire national avant d'être jugés ou relâchés.

Dans le souci de sauvegarde de l'intérêt supérieur des enfants et surtout leur droit d'être protégés contre toute forme de violence, l'UNICEF s'est mobilisé avec les partenaires de la protection de l'enfant à travers une déclaration conjointe appelant ainsi à une meilleure protection des enfants contre les violences et au respect de leurs droits par tous les groupes d'acteurs surtout étatiques.

Cette initiative nationale a eu un écho favorable au niveau déconcentré avec la mobilisation des Comités départementaux de protection de l'enfant (CDPE) qui se sont fortement engagés dans l'identification, la prise en charge et l'accompagnement psychosocial et





juridique des enfants impliqués dans les manifestations. Ces interventions ont été possibles grâce à la réactivité du dispositif d'alerte précoce, de soutien direct et de suivi-accompagnement en rapport avec les services compétents, les acteurs communautaires et la société civile.

Le plaidoyer a été lancé : les acteurs de tout bord, sont invités à bannir toute implication des enfants dans les manifestations publiques à risque de violence et les acteurs socio-politiques et les parents, doivent éviter que les enfants soient instrumentalisés ou se retrouver dans des situations à risque.

Par ailleurs, sur le plan de l'éducation, des actions ont été menées dans le sens de garantir la continuité des services d'enseignements et apprentissages. Au regard du rôle joué par l'éducation considérée comme un puissant levier de développement et un socle pour bâtir une nation, garantir l'égalité des citoyens et offrir à tous les enfants la

Les acteurs de tout bord, sont invités à bannir toute implication des enfants dans les manifestations publiques à risque de violence et les acteurs socio-politiques et les parents, doivent éviter que les enfants soient instrumentalisés ou se retrouver dans des situations à risque

possibilité de s'épanouir et d'éclorer leur talent, il a semblé important pour les acteurs de se mobiliser durant ces crises sociopolitiques, pendant lesquelles les écoles sont très souvent affectées.



L'UNICEF s'est ainsi mobilisé avec d'autres agences du SNU en soutenant l'action des organisations de la société civile regroupées autour de la Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Education Publique COCSYDEP par la mise en œuvre d'un plan de réponse rapide. Dans l'une des régions les plus impactées, notamment celle de Ziguinchor, fortement touchée, a bénéficié d'un appui spécial au profit de l'Inspection d'Académie qui a reçu un important dispositif constitué de consommables et de matériels didactiques déployés dans les écoles et établissements touchés en vue d'assurer la continuité pédagogique à la veille des examens scolaires.

Au total l'accompagnement fourni grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de contingence a permis de toucher 12 écoles élémentaires publiques, 07 collèges d'enseignements moyen, 06 lycées, 01 Centre de Formation Professionnelle de Ziguinchor.

Aussi, en vue de renforcer le système éducatif, face aux crises de plus en plus récurrentes qui l'affectent et lui permettre de jouer son rôle d'éducation et de formation du citoyen, l'UNICEF travaille actuellement afin d'appuyer le MEN dans le développement d'un plan de résilience de même que l'intégration de modules d'éducation aux médias et à l'information pour protéger les enfants des dangers véhiculés à travers l'utilisation incontrôlée des technologies de l'information et de la communication.

La consolidation de la paix et la sécurité pour bâtir un développement durable passe par un engagement des parties prenantes à œuvrer dans des interventions de prévention et de promotion de la citoyenneté active notamment celui des jeunes dans le contexte du Sénégal. Il devient important, en perspectives des échéances électorales du pays de renforcer l'engagement des communautés, particulièrement des jeunes à garantir la protection des enfants en toute circonstance.



DROITS HUMAINS

SÉNÉGAL : L'UNESCO CÉLÈBRE LES 30 ANS DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Par Théodore SOMDA - UNESCO



Une soixantaine de parties prenantes du secteur des médias a pris part au forum de discussion organisé le 03 mai 2023 à Dakar, pour faire l'état des lieux de la liberté d'expression au Sénégal et évaluer les défis et opportunités qui s'imposent dans le domaine.

L'UNESCO Dakar, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), a organisé, le 03 mai 2023, la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse. Menée en partenariat avec les organisations des médias du Sénégal (Coordination des Associations de Presse, Maison de la

Presse, Réseau international des femmes, etc.) et des Organisations régionales et internationales (ARTICLE 19, Institut Panos, Reporters Sans Frontières), la rencontre s'est tenue sous le thème mondial : « Façonner un avenir de droits : La liberté d'expression comme moteur de tous les autres droits de l'homme ». A Dakar, elle a connu la présence effective des



représentants des institutions publiques, expert(e)s, responsables et membres d'organisations professionnelles des médias, d'organismes de régulation et d'arbitrages des médias, représentants de la société civile, de syndicats, patrons de presse, et journalistes.

La célébration qui nous réunit aujourd'hui prolonge l'esprit de Windhoek. Au Sénégal, notre constitution consacre la liberté d'expression comme droit fondamental, et notre pays a ratifié tous les instruments juridiques légaux en la matière.

Reconnaissant que « les arrestations d'acteurs de médias sont toujours regrettables », et insistant sur la nécessité d'exercer dans le respect des règles d'éthique et de déontologie, elle a encouragé ces derniers à « toujours défendre la liberté de la presse et à protéger la profession par une exigence professionnelle accrue et une réflexion constructive sur les défis du secteur ». Ces

défis sont notamment liés à l'utilisation et l'application des lois sur la diffamation, la lutte contre la désinformation, la sécurité des journalistes, le développement des médias, et l'accès public à l'information (ODD 16.10). Fort de cela, l'UNESCO mène depuis plusieurs années, des travaux de veille qui permettent de recenser régulièrement les principales tendances en matière de liberté d'expression et de développement des médias. Son rapport 2021/2022 avait d'ailleurs été présenté aux différentes parties prenantes du secteur au Sénégal et dans la sous-région ouest-africaine à l'occasion de la célébration de l'édition 2022 de la journée mondiale de la liberté de la presse.

Pour cette édition 2023, l'accent a été mis sur le rôle central de la liberté d'expression dans la réalisation de tous les autres droits humains. En effet, la liberté d'expression et des médias aide à la vérification et à la diffusion des faits, rendant les sujets complexes intelligibles



pour le grand public. Elle favorise aussi le développement du journalisme professionnel qui contribue à révéler les actes répréhensibles portant atteintes aux droits humains sans distinction.

Le travail des journalistes, et professionnel(le)s des médias publics, privés et communautaires, en ligne et hors ligne, qui, au quotidien, travaillent, y compris au risque de leurs vies et celles de leurs familles, à la fourniture de l'information fiable pour favoriser la garantie des droits humains dans notre société.

Rappelant la proclamation en 1993, par l'Assemblée générale des Nations Unies, du 03 mai comme journée mondiale de la liberté de la presse, la représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mme Giovane Biha, a indiqué que « le droit d'informer et d'être informé est essentiel pour notre liberté en tant qu'individu et en tant que société.

En façonnant un avenir de droits pour tous, il est impératif de se rappeler que la liberté d'expression est un élément clé de la démocratie et de la participation citoyenne.»

Au Sénégal, « cette célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse intervient dans un contexte difficile pour les médias, avec l'arrestation de journalistes », a regretté le président du Comité d'observation des règles d'éthique et de déontologie, M. Mamadou Thior, par ailleurs représentant de la Coordination des Associations de

Presse (CAP). Evoquant l'article 3 de la Charte des journalistes du Sénégal qui invite à « défendre l'indépendance et la liberté de la presse dans tous ses aspects, notamment en ce qui concerne la liberté d'information », il s'est réjoui de la thématique choisie pour cette célébration, considérant que « si la liberté d'expression est respectée en tant que moteur de tous les autres droits de l'homme, le Sénégal comme le monde ne s'en porterait que mieux. »

”

Le droit d'informer et d'être informé est essentiel pour notre liberté en tant qu'individu et en tant que société. En façonnant un avenir de droits pour tous, il est impératif de se rappeler que la liberté d'expression est un élément clé de la démocratie et de la participation citoyenne

La rencontre a donc servi de cadre aux différentes parties prenantes pour faire le point sur l'état des lieux de la liberté d'expression au Sénégal et évaluer les défis et opportunités auxquels est confronté le secteur des médias dans le pays en particulier, et dans la sous-région ouest-africaine en général. Les présentations et échanges ont porté sur trois thématiques spécifiques à savoir: l'utilisation des lois sur la diffamation pour restreindre la liberté de la presse ; la sécurité des journalistes, enjeux de la lutte contre la désinformation et l'accès à l'information au Sénégal en période préélectorale ; la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme dans un contexte de surveillance numérique croissante.

Les participant(e)s se sont accordés sur les préoccupations qui restent majeures au niveau national. Entre autres, les

questions de précarité des médias, de violences physiques et psychologiques sur les journalistes dans l'exercice de leurs fonctions, de désinformation avec la montée des réseaux sociaux, qui doivent être adressées efficacement, au moment où la loi sur l'accès à l'information, attendue depuis quelques années, est sur le point d'être peaufinée. Pour promouvoir une presse libre, forte, protégée, indépendante et résiliente, et lutter contre toutes les formes de dérives, les différentes parties prenantes ont recommandé, entre autres, l'harmonisation de tous les textes (code de la presse, loi d'accès à l'information, loi sur la diffamation, etc.) avec la participation des journalistes et de la société civile pour veiller à ce que leur contenu soit conforme aux standards internationaux et favorable au respect des droits humains.

30^{EME} ANNIVERSAIRE DE LA

**JOURNÉE
MONDIALE
DE LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE**

3 MAI 2023

**FAÇONNER
UN AVENIR
DES DROITS**

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION,
CLÉ DE VOÛTE DES
DROITS HUMAINS






CAMPAGNE
CONCERT
COEUR BLEU

DROITS HUMAINS

CAMPAGNE « COEUR BLEU » AU SÉNÉGAL : JOURNÉE MONDIALE DE LA LUTTE CONTRE LA TRAITE D'ÊTRES HUMAINS

Par Noelia Rodriguez et Céline Bruchi - ONUDC

La musique et la danse comme moyens de sensibilisation et de prévention du crime. C'est dans ce contexte que le lancement de la campagne « Cœur Bleu » au Sénégal s'est déroulé le 29 juillet dernier au théâtre Daniel Sorano de Dakar à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains.

Lors de cet événement, organisé par l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) et le Haut-commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) dans le cadre du projet PROMIS - Protection of Migrants: Justice, Human Rights and Migrant Smuggling et sous l'égide du Comité national de lutte contre la traite des personnes (CNLTP) et du Ministère de la Justice du Sénégal, des artistes reconnus internationalement tels qu'Alexiane Silla, chanteuse sénégallo-canadienne à la voix envoûtante, Coumba Gawlo, la diva à la voix d'or et VJ, l'étoile montante du R & B Sénégalais, ont accompagné sur scène six jeunes talents de la musique, finalistes du concours "Chantez pour la Justice". La Coordinatrice Résidente

des Nations Unies au Sénégal, Madame Aminata Maiga, Alexiane, VJ et Coumba Gawlo ont marqué la soirée avec la remise du prix « Chantez pour la Justice » à Mariama Cham, une jeune chanteuse, compositrice et musicienne originaire de Gambie. « J'ai toujours voulu pouvoir transmettre des messages importants à travers ma musique, et ce soir, j'ai eu l'occasion de le faire. » a déclaré la jeune femme en guise de remerciement.

À l'issue du lancement de la campagne « Cœur Bleu », les finalistes du concours de chant ont bénéficié d'une semaine de masterclasse en collaboration avec l'école de musique Éveil et Musiques. De plus, les artistes internationaux - Alexiane Silla, Coumba Gawlo et VJ - ont donné des sessions de mentorat aux jeunes sur leurs expériences personnelles



J'ai toujours voulu pouvoir transmettre des messages importants à travers ma musique, et ce soir, j'ai eu l'occasion de le faire

dans le domaine de la musique, en établissant un lien avec la traite des êtres humains. Souvent, face à des annonces malveillantes, des jeunes talents de la région tels que les finalistes du concours « Chantez pour la Justice » se retrouvent confrontés à des auteurs de traite qui exploitent l'illusion et la volonté de d'aller vers des horizons meilleurs.

Le concert a ainsi permis à l'ONU DC et au HCDH de célébrer la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, dont le thème cette année est « chaque victime de la traite des personnes compte, ne laissez personne de côté », en touchant le cœur et l'esprit du public à travers la musique et l'art.

L'ONU DC, l'entité principale du système des Nations Unies chargée de lutter contre la traite des êtres humains, détient la plus grande base de données sur ce fléau. Selon son Rapport mondial sur la traite des personnes de 2022, plus de 450 000 victimes détectées ont été touchées par la traite dans le monde entre 2003 et 2021. Femmes, enfants, hommes, jeunes, indépendamment de leur milieu,

peuvent devenir une cible. Personne n'est malheureusement à l'abri et aucune victime ne doit être laissée de côté.

Au Sénégal, comme dans l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest, même si les efforts déployés pour lutter contre ce crime ont été importants, la traite représente toujours une menace sérieuse pour les droits humains, la sécurité, le développement et l'État de droit. Conformément aux objectifs de développement du millénaire et aux cibles visant à éradiquer la traite des personnes, la mission de l'ONU DC est donc

de contribuer à la paix et à la sécurité, aux droits humains et au développement des pays de la région, en assurant la sécurité de sa population face à la criminalité organisée et aux trafiquants d'êtres humains. Pour atteindre cet objectif, l'ONU DC contribue au renforcement des capacités des gouvernements et de la société civile à identifier, prévenir et combattre efficacement la traite des personnes en ciblant les groupes criminels organisés tout en protégeant les droits des victimes.

Le désespoir de ces dernières étant symbolisé par un cœur bleu qui nous

rappelle la cruauté de ceux qui achètent, vendent ou exploitent d'autres êtres humains, l'initiative globale « Cœur Bleu » a été lancée au Sénégal pour mobiliser l'opinion publique pour lutter contre la traite des personnes, ses conséquences et son impact sur la société. La campagne vise à encourager collectivement la participation des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des particuliers pour inspirer l'action et aider à prévenir la traite des êtres humains, ainsi que à collecter des fonds pour les victimes.



”
**Chaque victime
 de la traite
 des personnes
 compte, ne laissez
 personne de côté**



DROITS HUMAINS

L'AGENCE ITALIENNE POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT (AICS) ET LE BUREAU RÉGIONAL DU HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMMES (HCDH) EN AFRIQUE DE L'OUEST SIGNENT LA CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA PHASE 2 DU PROJET D'APPUI À LA PROTECTION DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLATION DE LEURS DROITS (PAPEV)

Par Habibou Dia - HCDH

L'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) et le Bureau régional du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) en Afrique de l'Ouest ont procédé à la signature de l'accord de convention pour la mise en œuvre de la Phase 2 du Projet d'Appui à la Protection des Enfants victimes de Violation de leurs droits (PAPEV), le vendredi 14 juillet, sous la présidence de SE Giovanni Umberto De Vito Ambassadeur d'Italie au Sénégal et en présence du Représentant Régional

HCDH -BRAO, Robert Kotchani, et du Directeur AICS bureau de Dakar, Marco Falcone.

L'ambassadeur d'Italie a rappelé que la signature de la phase II fait suite à la volonté de l'Italie de poursuivre la collaboration satisfaisante avec le HCDH-BRAO suite à l'exécution de la phase I du projet qui a permis : « d'instaurer avec les gouvernements des Pays partenaires un dialogue constructif et de développer une approche pluridisciplinaire et multisectorielle qui combine actions aux niveaux normatif, juridique, éducatif et





politique en incluant les acteurs engagés dans la promotion et protection des droits des enfants ».

En effet, la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Protection des Enfants victimes de Violation de leurs droits (PAPEV) entre janvier 2018- décembre 2022 dans six pays de la région : le Sénégal, le Mali, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau et le Niger, a constitué une étape décisive dans le déploiement des réponses efficaces pour la prévention contre les violences et la prise en compte des besoins des enfants victimes de violences.

Intervenant sur la portée du PAPEV le Directeur de l'AICS a souligné le relèvement du niveau d'engagement politique des décideurs et de l'intérêt accordé à la résolution du problème des enfants en situation de vulnérabilité à travers l'appel à l'Action de Banjul, à la suite de la réunion de plaidoyer de haut niveau des ministres en charge de la protection des enfants de l'espace CEDEAO. Il a noté des progrès remarquables dans ce sens à savoir : « Au niveau de jure, grâce à l'appropriation du projet par les gouvernements et leur engagement, des réformes législatives et institutionnelles ont été effectuées. Il s'agit notamment de ; l'Adoption du nouveau code de l'enfant en Guinée Bissau ainsi que la révision et l'adoption du code de l'enfant de la République de Guinée ». Mais aussi de « l'adoption de lignes directrices pour le placement alternatif des enfants dans les familles

Depuis son lancement en juillet 2019, au total, plus de 3500 enfants ont directement bénéficiés des prestations offertes par le projet, 48 structures de prise en charge implantées dans les pays bénéficiaires

d'accueils en Guinée ainsi que l'adoption des normes et standards minimaux pour les institutions de prise en charge des enfants en Gambie. »

Selon le Représentant Régional du HCDH, M. Robert Kotchani, durant la phase I, le HCDH a pu avec la Coopération Italienne, bâtir une approche régionale de protection des droits de l'enfants. Ainsi, « depuis son lancement en juillet 2019, au total, plus de 3500 enfants ont directement bénéficiés des prestations offertes par le projet, 48 structures de prise en charge implantées dans les pays bénéficiaires (22 pour le Mali, 10 pour la Guinée, 14 pour la Sénégal, 01 en Gambie) ont bénéficié de divers matériaux et équipements afin d'améliorer les conditions de prise en charge des enfants: literie (matelas, lits, draps, couverture) et produits d'entretiens. En plus, près de 775 acteurs de la chaîne judiciaire (Juges de tribunaux pour enfants, procureurs,

magistrats, policiers, gendarmes, gardes pénitenciers, travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés) ont été formés sur l'accompagnement juridique et psychosocial des enfants victimes de violation de leurs droits » a ajouté M. Kotchani.

Selon les derniers relevés effectués par le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, entre 2015 et 2018, plus de 600 000 enfants en Afrique de l'Ouest ont été victimes de la traite transfrontalière. Des données empiriques montrent que ce nombre a augmenté pour diverses raisons, notamment le contexte en matière de sécurité dans ces pays, les conditions de vie précaires des enfants et la pandémie de COVID-19 qui exacerbe des conditions socioéconomiques déjà difficiles.

Pour parachever les progrès réalisés et concourir à atteindre les OOD 4, 5 et 16 conformément à l'Agenda 2030, la phase du Projet d'Appui à la Protection des Enfants victimes de Violation de leurs

droits (PAPEV II), a ainsi été confirmée pour trois ans (2023-2026) et pour un montant total de 4 000 000 USD. Ainsi, l'atteinte de deux objectifs spécifiques seront poursuivis dans cette phase :

Améliorer la gouvernance nationale et régionale des systèmes de protection des enfants et promouvoir la coopération transnationale dans la promotion des droits des enfants dans l'espace de la CEDEAO ;

Améliorer la prise en charge des besoins des enfants dans l'espace de la CEDEAO en assurant aux enfants, filles et garçons victimes de violation de leurs droits, l'accès aux services de prévention et de protection et la promotion de la qualité des interventions, y compris dans les situations d'urgence et changement climatique

La cérémonie a été marquée par la présence des représentants des pays bénéficiaires à savoir la Gambie, la République de Guinée, la Guinée Bissau, le Mali et Sénégal.



GLOBAL

**JOURNÉE DES NATIONS UNIES
24 OCTOBRE - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**



L'Organisation des Nations Unies est le reflet du monde tel qu'il est – tout en incarnant, dans nos aspirations, ce qu'il pourrait être.

Il nous appartient d'aider à construire ce monde de paix, de développement durable et de droits humains, pour toutes et pour tous.

Je sais que nous en sommes capables. La Charte des Nations Unies, entrée en vigueur il y a 78 ans aujourd'hui, nous montre la voie à suivre.

Elle est, avant tout, ancrée dans la détermination de surmonter les divisions, de restaurer les relations mises à mal et de bâtir la paix.

D'ouvrir de nouvelles perspectives et de ne laisser personne de côté.

D'assurer la justice, l'égalité et l'autonomisation des femmes et des filles.

D'apporter une assistance vitale à celles et ceux qui sont dans le besoin.

Et de permettre, par sa polyvalence, de relever des défis qui n'existaient même pas lorsque l'Organisation a été fondée – depuis la crise climatique, qui menace notre existence même, jusqu'aux périls et aux promesses de l'intelligence artificielle.

Les valeurs et principes qui guident l'Organisation des Nations Unies sont intemporels ; cela ne veut pas dire qu'elle doit rester figée dans le temps. C'est pourquoi nous ne devons avoir de cesse de renforcer nos méthodes de travail et de poursuivre notre tâche en nous adaptant aux réalités du XXIe siècle.

En cette Journée des Nations Unies, mettons tous nos espoirs et notre détermination au service du monde meilleur auquel nous aspirons.

Engageons-nous à bâtir un avenir digne du nom de notre indispensable organisation.

Notre monde est divisé. Nous pouvons et nous devons être des nations unies.



GLOBAL

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA NON-VIOLENCE 02 OCTOBRE - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

En cette Journée internationale de la non-violence, nous célébrons non seulement la naissance de Mahatma Gandhi, mais aussi les valeurs intemporelles qu'il a défendues : le respect et la compréhension mutuels, la justice et le pouvoir de l'action non violente.

Notre monde fait face à des défis majeurs : inégalités croissantes, montée des tensions, multiplication des conflits et aggravation du chaos climatique.

Nous constatons également que les clivages s'accroissent à l'intérieur même des pays : la démocratie est menacée et les discours de haine et d'intolérance prolifèrent.

Nous pouvons surmonter ces difficultés et nous engager sur la voie d'un avenir meilleur et plus pacifique.

Si nous comprenons, comme l'a fait Gandhi, que la magnifique diversité de notre famille humaine est un trésor et non une menace.

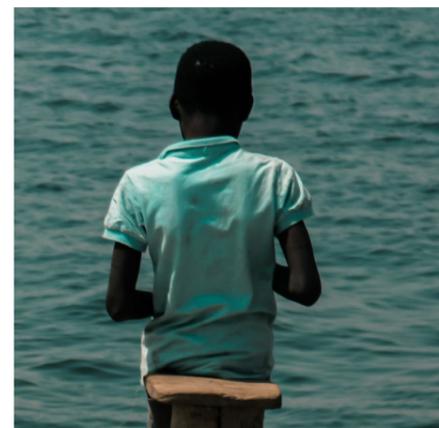
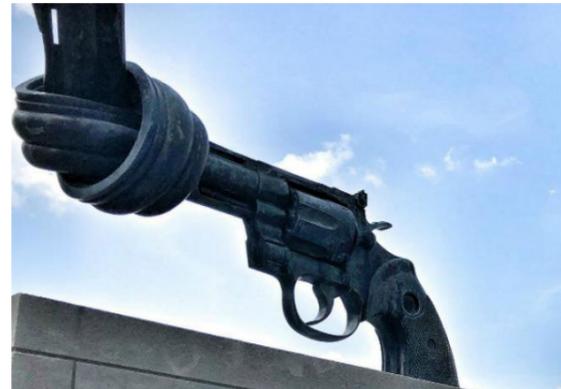
Si nous investissons dans la cohésion sociale et cultivons le courage de faire des compromis et la détermination de coopérer.

Si nous veillons à ce que chacun et chacune d'entre nous, quels que soient son statut, son origine, sa situation personnelle ou ses croyances, puisse vivre dans la dignité, saisir sa chance et exercer ses droits.

Si nous nous rassemblons en une humanité commune.

Souvenons-nous des paroles avisées de Gandhi : « Notre capacité à atteindre l'unité dans la diversité constituera la beauté et le défi de notre civilisation ».

En nous en inspirant aujourd'hui, engageons-nous, à nouveau, à poursuivre cet objectif essentiel.



GLOBAL

JOURNÉE MONDIALE DE L'HABITAT - 02 OCTOBRE MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Cette année, la Journée mondiale de l'habitat met à l'honneur les « économies urbaines résilientes » et le potentiel des villes comme moteurs d'une croissance inclusive, verte et durable.

Pour se montrer à la hauteur de cette ambition, les villes doivent surmonter un faisceau d'obstacles : chocs économiques, escalade des urgences climatiques et inégalités qui ne cessent de se creuser.

Grâce à notre Coalition Local 2030, nous mobilisons l'ensemble du système des Nations Unies pour lutter à partir de la base contre ces crises et faire progresser l'urbanisation durable.

Les initiatives « zéro déchet » lancées à l'échelle locale favorisent la création d'économies circulaires. Les efforts déployés par les pouvoirs publics pour étendre les espaces verts contribuent à rafraîchir les paysages urbains pendant les épisodes de chaleur. Les mesures prises localement pour réduire le gaspillage alimentaire et promouvoir la production locale sont des jalons importants dans le processus de transformation de nos systèmes alimentaires.

Pour renforcer la résilience et mieux protéger les populations vulnérables, il importe d'investir bien plus massivement dans des infrastructures durables, des systèmes d'alerte rapide et des logements abordables et décentes pour toutes et tous.

Parallèlement, nous devons nous attacher à améliorer l'accès à l'électricité, à l'eau, à l'assainissement, aux transports et à d'autres services de base, tout en investissant dans l'éducation, la formation professionnelle, l'innovation numérique et l'entrepreneuriat.

L'action locale est vitale et la coopération mondiale indispensable.

En cette Journée mondiale de l'habitat, engageons-nous à construire des établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables pour toutes et tous, partout.



GLOBAL

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX 21 SEPTEMBRE - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Alors que nous célébrons la Journée internationale de la paix, notre planète et sa population sont en crise.

Des conflits qui chassent de leur foyer un nombre inégalé de personnes.

Des incendies meurtriers, des inondations dévastatrices et des températures en très forte hausse.

La pauvreté, les inégalités et l'injustice.

La méfiance, les divisions et les préjugés.

Le thème de cette année nous rappelle que la paix n'est pas automatique.

Pour faire advenir la paix, il faut agir.

Agir pour faire progresser plus vite la réalisation des objectifs de développement durable en veillant à ne laisser personne de côté.

Agir pour mettre fin à la guerre sur notre planète, naturellement généreuse.

Agir pour défendre et protéger les droits humains et la dignité de chacun, particulièrement en cette année de célébration du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Agir en utilisant les outils de toujours que sont la diplomatie, le dialogue et la collaboration, autant de moyens de désamorcer les tensions et de faire cesser un conflit.

Et agir pour les millions de personnes qui connaissent les affres de la guerre.

La paix ne saurait être seulement une noble vision pour l'humanité.

Elle est aussi un appel à l'action.

Montrons-nous résolus à bâtir, faire avancer et faire durer la paix pour tous.

GLOBAL

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DÉMOCRATIE 15 SEPTEMBRE - MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

La démocratie, l'État de droit et le respect des droits humains sont les fondements de sociétés résilientes, inclusives et pacifiques.

Ils garantissent la liberté, font progresser le développement durable et protègent la dignité et les droits de chaque personne.

À l'occasion de la Journée internationale de la démocratie, nous célébrons la promesse qu'elle renferme et constatons les nombreuses menaces qui pèsent sur elle en cette période de tensions et de bouleversements.

Les murs se resserrent autour des espaces civiques.

La désinformation et la désinformation empoisonnent le débat public, créent des clivages dans nos sociétés et érodent la confiance à l'égard des institutions.

Le thème de cette année, le renforcement des moyens d'action de la prochaine génération, met l'accent sur le rôle essentiel joué par les enfants et les jeunes dans la sauvegarde de la démocratie aujourd'hui et demain.

Il ne suffit pas d'écouter les enfants et les jeunes.

Il nous faut agir pour eux en investissant massivement dans l'éducation, le développement des compétences et l'apprentissage tout au long de la vie.

Il nous faut protéger les droits humains et promouvoir l'égalité des genres.

Enfin, il nous faut élargir la participation effective des jeunes aux processus de prise de décision à tous les niveaux.

En ce jour important, unissons nos forces, toutes générations confondues, et œuvrons ensemble à la construction d'un monde plus juste pour toutes et tous.





NATIONS UNIES
SENEGAL



Unis dans l'action pour ne laisser personne pour compte



WWW.SENEGAL.UN.ORG

Immeuble Wollé Ndiaye · Route des Almadies ·
BP 154 Dakar, Sénégal · Téléphone : +221 33 859 67 43